

# a

## FIDA

### FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

#### Conseil d'administration – Quatre-vingt-septième session

Rome, 19-20 avril 2006

## ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU FIDA AU 31 DÉCEMBRE 2005

1. Le Conseil d'administration est invité à examiner les états financiers vérifiés du FIDA (appendices A à H) présentés ci-joint ainsi que le rapport du commissaire aux comptes y afférent, en vue de les soumettre au Conseil des gouverneurs pour approbation. Selon l'avis préliminaire du Commissaire aux comptes, ces états financiers donnent "une image fidèle de la situation financière du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2005, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables internationales (IFRS)".
2. Conformément aux dispositions de l'article 6, section 11, de l'Accord portant création du FIDA, lesdits états financiers feront partie du Rapport annuel 2005 du FIDA. Comme les années précédentes, une note indiquera qu'ils ont été soumis par le Conseil d'administration au Conseil des gouverneurs, accompagnés d'une recommandation d'approbation.
3. En 2005, comme suite à la modification apportée à la norme comptable pertinente (norme IAS 39 telle que révisée), le FIDA a commencé à comptabiliser sur la base de la juste valeur son portefeuille de prêts et certains postes concernant les contributions à recevoir, les dons non décaissés et les recettes reportées. La direction continue de présenter ces éléments de l'actif et du passif à leur valeur nominale aux fins opérationnelles, ces chiffres étant considérés comme plus pertinents pour la plupart des utilisateurs des comptes du FIDA.

**État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice A) et État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement) (appendice A1)**

4. Il est fait les observations suivantes:

- a) Le produit des intérêts et commissions de services perçus sur les prêts s'est chiffré à 45,3 millions de USD en 2005, contre 48,0 millions de USD en 2004. Le Fonds ne comptabilise pas les intérêts et commissions de services dus et non réglés depuis plus de 180 jours. En 2005, ces sommes ont représenté 3,0 millions de USD, contre 2,9 millions de USD en 2004.
- b) Le produit brut des liquidités et placements s'est élevé à 74,7 millions de USD en 2005, contre 115,9 millions de USD en 2004 sur une base consolidée. Les dépenses directes imputées sur le produit des placements se sont chiffrées à 3,5 millions de USD en 2005, contre 6,6 millions de USD en 2004 sur une base consolidée.
- c) Le sous-total des dépenses d'exploitation s'est chiffré à 115,6 millions de USD en 2005 (contre 113,6 millions de USD en 2004) sur une base consolidée, dont environ 92,4% pour le FIDA (91,6% en 2004). Les principales sources de financement des dépenses d'exploitation du FIDA sont présentées séparément à l'appendice A1.
- d) L'ajustement opéré pour présenter les comptes sur la base de la juste valeur s'est traduit par une révision à la hausse de 71,5 millions de USD en 2005 (2004: néant), conformément à l'application du coût amorti requis par la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003).
- e) En 2005, la provision pour dépréciation des prêts a enregistré une variation nette négative de 26,5 millions de USD (contre une variation positive de 53,5 millions de USD en 2004), ce qui donne un solde de 140,7 millions de USD en valeur nominale (114,1 millions de USD en 2004). Cette variation comprend une perte de change de 9,3 millions de USD en 2005 (contre une perte de change nette de 4,5 millions de USD en 2004).
- f) Le FIDA participe à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés depuis 1997. Comme il est indiqué à l'appendice G, le coût total cumulatif des allègements de dettes s'élevait à 356,5 millions de USD en valeur nominale au 31 décembre 2005, tandis que le montant des allègements effectivement consentis à cette date était de quelque 67,5 millions de USD au titre du principal, plus 24,5 millions de USD au titre des intérêts.
- g) Les dons se sont montés à 42,4 millions de USD en 2005 (contre 27,2 millions en 2004) sur une base consolidée.
- h) En 2005, un déficit comptable de 11,1 millions de USD (contre un excédent de 12,3 millions de USD en 2004) a été enregistré au titre du plan d'assurance maladie après cessation de service, sur la base de la dernière évaluation actuarielle.

**État des gains et des pertes constatés (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice A2)**

5. Ces états financiers enregistrent les bénéfices non distribués provenant de l'excédent des recettes comptables sur les dépenses et les effets des variations de change. Il est à noter que les bénéfices non distribués sont intégralement engagés.

### **Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice B)**

6. Il est fait les observations suivantes:
- a) Le montant consolidé des liquidités et placements, y compris les sommes à recevoir et à payer, est passé de 2 699,5 millions de USD au 31 décembre 2004 à 2 477,7 millions de USD au 31 décembre 2005.
  - b) L'encours des prêts, net de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE, est passé de 3 799,0 millions de USD au 31 décembre 2004 à 2 608,8 millions de USD au 31 décembre 2005. Ces chiffres sont exprimés sur la base de la juste valeur, alors qu'ils l'étaient sur la base de la valeur nominale en 2004.
  - c) Les contributions aux ressources ordinaires, déduction faite des provisions, sont passées de 4 668,5 millions de USD au 31 décembre 2004 (sur la base de la valeur nominale) à 4 618,1 millions de USD au 31 décembre 2005 (sur la base de la juste valeur).

### **Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (appendice B1)**

7. L'appendice B1 présente, à des fins d'information seulement, le bilan sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux.

### **État consolidé des flux de trésorerie (appendice C)**

8. L'appendice C a été établi conformément à la norme comptable internationale IAS 7 (révisée) sur la base des données consolidées. Il donne le détail des mouvements de trésorerie et des opérations de placement (à l'exception des actions et des titres détenus jusqu'à échéance) figurant au bilan. Environ 94,2% des soldes des liquidités et placements consolidés se rapportent au FIDA.

### **État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice D)**

9. Cet état présente tous les avoirs en monnaies librement convertibles qui peuvent être considérés comme des ressources disponibles pour engagement, conformément à la politique adoptée à la trente-quatrième session du Conseil d'administration. Il est à noter qu'en 2005 le Fonds a recouru au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), les ressources ordinaires n'étant pas suffisantes pour couvrir les engagements au titre des prêts et des dons. Le montant des reports au titre du PEA est passé de 136,8 millions de USD au 31 décembre 2004 à 296,0 millions de USD au 31 décembre 2005 par suite de l'excédent des sorties sur les rentrées. En 2005, le montant net utilisé au titre du PEA s'est établi à environ 159,2 millions de USD.

### **État des contributions des États membres et des contributions spéciales (appendices E et E1)**

10. L'appendice E présente l'ensemble des contributions aux ressources initiales du Fonds, ainsi qu'aux reconstitutions depuis la première jusqu'à la cinquième, qui ont été intégralement tirées et dont les montants non réglés sont indiqués dans l'appendice H – Notes relatives aux états financiers. Il donne aussi des précisions sur les contributions à la sixième reconstitution et sur les avances de contributions à la septième reconstitution.

11. L'appendice E1 présente les contributions complémentaires et supplémentaires versées par les États membres et autres.

### **État récapitulatif des prêts (appendice F)**

12. Cet état indique la position de chaque emprunteur vis-à-vis du Fonds, ventilée entre prêts libellés en dollars des États-Unis et prêts libellés en droits de tirage spéciaux.

### **État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (appendice G)**

13. Cet appendice présente une ventilation par pays des allègements de dettes consentis à ce jour ainsi que des engagements actuels au titre des allègements qui seront consentis dans l'avenir, avec l'autorisation du Conseil d'administration. Les montants sont exprimés en droits de tirage spéciaux.

### **Notes relatives aux états financiers consolidés (appendice H)**

14. Cet appendice contient d'autres informations relatives à la fois aux principes comptables et aux données sur lesquelles se fondent les principaux états financiers.

15. Les états financiers relatifs à l'exercice 2005 doivent être examinés en détail lors d'une réunion du Comité d'audit qui aura lieu le 4 avril 2006. Le président du Comité présentera officiellement les conclusions de cette réunion au sujet desdits états financiers à la quatre-vingt-septième session du Conseil d'administration.

### **Recommandation**

16. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'administration souhaitera peut-être adopter la décision suivante:

"En application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, le Conseil d'administration a examiné les états financiers vérifiés du Fonds pour 2005, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes à leur sujet, et a décidé de les soumettre au Conseil des gouverneurs pour approbation."

**FONDS INTERNATIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 2004

- Appendice A - État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement)**
  - Appendice A1 - État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)**
  - Appendice A2 - État des gains et des pertes constatés (chiffres consolidés et FIDA seulement)**
  - Appendice B - Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)**
  - Appendice B1 - Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en USD, reconverti en DTS**
  - Appendice C - État consolidé des flux de trésorerie**
  - Appendice D - État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)**
  - Appendice E - État des contributions des membres et des contributions spéciales**
  - Appendice E1 - État des contributions complémentaires et supplémentaires**
  - Appendice F - État récapitulatif des prêts**
  - Appendice F1 - État récapitulatif des dons**
  - Appendice G - État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés**
  - Appendice H - Notes relatives aux états financiers consolidés**
- Rapport du Commissaire aux comptes**

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux de la norme internationale 4217 établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à Genève, et le DTS. Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice H) font partie intégrante des états financiers.

**État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement)**  
pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 2004 (en milliers de dollars des États-Unis)

	Chiffres consolidés <sup>1</sup>		FIDA seulement	
	2005	2004	2005	2004
<b>Recettes</b>				
Produit des prêts (note 3)	45 321	48 027	45 321	48 027
Produit des liquidités et des placements (note 4)	74 653	115 934	71 693	115 239
Recettes provenant d'autres sources (note 5)	9 792	8 583	13 539	9 632
Contributions (note 6)	20 708	49 636	2 931	31 177
<b>Total des recettes</b>	<b>150 474</b>	<b>222 180</b>	<b>133 484</b>	<b>204 075</b>
<b>Dépenses d'exploitation</b>				
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 7)	(54 323)	(48 592)	(49 961)	(45 149)
Dépenses administratives courantes	(23 091)	(20 616)	(21 819)	(20 097)
Consultants et autres coûts salariaux (hors personnel permanent)	(24 724)	(29 219)	(21 939)	(24 236)
Institutions coopérantes	(10 339)	(9 197)	(10 064)	(8 672)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 8)	(3 107)	(5 984)	(3 060)	(5 928)
<b>Sous-total</b>	<b>(115 584)</b>	<b>(113 608)</b>	<b>(106 843)</b>	<b>(104 082)</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 2 f))	71 521	-	74 040	-
Provision pour dépréciation des prêts (note 3 b))	(35 872)	(48 991)	(35 872)	(48 991)
Initiative PPTE (note 11)	(72 592)	(1 590)	(72 592)	(1 590)
Dons (note 10)	(42 367)	(27 179)	(34 721)	(18 480)
Provision pour assurance maladie après cessation de service (note 7 c))	(11 157)	12 300	(11 157)	12 300
<b>Total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(206 051)</b>	<b>(179 068)</b>	<b>(187 145)</b>	<b>(160 843)</b>
<b>Total des recettes, moins dépenses d'exploitation</b>	<b>(55 577)</b>	<b>43 112</b>	<b>(53 661)</b>	<b>43 232</b>
<b>Solde des variations de change (appendice A2)</b>	<b>(404 015)</b>	<b>246 729</b>	<b>(397 675)</b>	<b>242 876</b>
<b>Virement aux bénéficiaires non distribués</b>	<b>(459 592)</b>	<b>289 841</b>	<b>(451 336)</b>	<b>286 108</b>

**État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)**  
pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 2004 (en milliers de dollars des États-Unis)

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale:

	Budgets administratifs <sup>2</sup>	Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP)	Programme de transformation stratégique (PTS)	Dépenses directes <sup>3</sup>	Autres sources <sup>4</sup>	Total
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	(44 722)	(2 758)		(62)	(2 419)	(49 961)
Dépenses administratives courantes	(9 889)	(2 832)		(220)	(8 878)	(21 819)
Consultants et autres coûts salariaux (hors personnel permanent)	(7 095)	(13 424)	(611)	(121)	(688)	(21 939)
Institutions coopérantes		(9 990)			(74)	(10 064)
Frais financiers directs (banques et placements)				(3 060)		(3 060)
<b>Total 2005</b>	<b>(61 706)</b>	<b>(29 004)</b>	<b>(611)</b>	<b>(3 463)</b>	<b>(12 059)</b>	<b>(106 843)</b>
Total 2004	(57 002)	(27 254)	(4 434)	(6 576)	(8 816)	(104 082)

<sup>1</sup> L'état consolidé inclut les transactions relatives aux entités suivantes:

- FIDA
  - Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA)
  - Autres fonds supplémentaires, comprenant les cofinancements, les financements pour le programme de cadres associés et les fonds supplémentaires programmatiques, le programme conjoint du Fonds belge de survie (PC-FBS) et le Fonds pour l'environnement mondial
  - Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)
  - Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS).
- Pour plus de précisions, voir la note 2 a).

<sup>2</sup> Il s'agit des budgets administratifs du FIDA et de son Bureau de l'évaluation. Les chiffres comprennent les dépenses non récurrentes et les dépenses relatives à l'évaluation externe (2004 seulement).

<sup>3</sup> Charges directes imputées sur le produit des placements.

<sup>4</sup> Inclut la position financée par les commissions de service, par d'autres fonds, les dépenses remboursables par le Gouvernement italien et la présence sur le terrain (2005 seulement).

**État consolidé des gains et des pertes constatés**

pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 2004 (en milliers de dollars des États-Unis)

	Bénéfices non distribués résultant des opérations <sup>1</sup>	Effets des variations de change <sup>1</sup>	Total des bénéfices non distribués <sup>2</sup>
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2004</b>	<b>1 171 255</b>	<b>690 797</b>	<b>1 862 052</b>
Total des recettes moins les dépenses d'exploitation, avant effets des variations de change	43 112	-	43 112
Pertes nettes de change sur les opérations	(1 944)	-	(1 944)
Solde net des variations de change (note 2 c))	<u>-</u>	<u>248 673</u>	<u>248 673</u>
Total des variations de change	(1 944)	248 673	246 729
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2004</b>	<b>1 212 423</b>	<b>939 470</b>	<b>2 151 893</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 2(f))	(1 142 808)		(1 142 808)
<b>Bénéfices non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2005</b>	<b>69 615</b>	<b>939 470</b>	<b>1 009 085</b>
Total des recettes moins les dépenses d'exploitation, avant effets des variations de change	(55 577)	-	(55 577)
Gains nets de change sur les opérations	1 205	-	1 205
Solde net des variations de change (note 2 c))	<u>-</u>	<u>(405 220)</u>	<u>(405 220)</u>
Total des variations de change	1 205	(405 220)	(404 015)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2005</b>	<b>15 243</b>	<b>534 250</b>	<b>549 493</b>

**État des gains et des pertes constatés (FIDA seulement)**

pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 2004 (en milliers de dollars des États-Unis)

	Bénéfices non distribués résultant des opérations	Effets des variations de change <sup>1</sup>	Total des bénéfices non distribués <sup>2</sup>
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2004</b>	<b>1 168 938</b>	<b>684 978</b>	<b>1 853 916</b>
Total des recettes moins les dépenses d'exploitation, avant effets des variations de change	43 232	-	43 232
Pertes nettes de change sur les opérations	(360)	-	(360)
Solde net des variations de change	<u>-</u>	<u>243 236</u>	<u>243 236</u>
Total des variations de change	(360)	243 236	242 876
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2004</b>	<b>1 211 810</b>	<b>928 214</b>	<b>2 140 024</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 2 f))	(1 147 743)		(1 147 743)
<b>Bénéfices non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2005</b>	<b>64 067</b>	<b>928 214</b>	<b>992 281</b>
Total des recettes moins les dépenses d'exploitation, avant effets des variations de change	(53 661)	-	(53 661)
Gains nets de change sur les opérations	171	-	171
Solde net des variations de change	<u>-</u>	<u>(397 846)</u>	<u>(397 846)</u>
Total des variations de change	171	(397 846)	(397 675)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2005</b>	<b>10 577</b>	<b>530 368</b>	<b>540 945</b>

1 Voir la note 2 c).

2 Intégralement engagé.





**Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en DTS<sup>1</sup>**  
pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 2004 (en milliers de dollars des États-Unis et de droits de tirage spéciaux)

Actif	USD		DTS	
	2005	2004	2005	2004
Liquidités et avoirs en banque	235 211	151 160	164 906	97 536
Placements	2 269 975	2 571 013	1 591 479	1 658 946
Billets à ordre à encaisser	298 614	352 804	209 358	227 647
Contributions à recevoir	213 520	351 569	149 699	226 849
Moins: Provisions	<u>(169 359)</u>	<u>(176 292)</u>	<u>(118 738)</u>	<u>(113 752)</u>
	342 775	528 081	240 319	340 744
Autres comptes débiteurs	189 920	154 201	133 153	99 498
Encours des prêts	4 003 639	4 153 208	2 806 952	2 679 857
Moins: Provision cumulée pour dépréciation des prêts	(140 634)	(114 060)	(98 598)	(73 597)
Moins: Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	<u>(264 527)</u>	<u>(240 112)</u>	<u>(185 460)</u>	<u>(154 932)</u>
Encours net des prêts	3 598 478	3 799 036	2 522 894	2 451 328
<b>Total actif</b>	<b>6 636 359</b>	<b>7 203 491</b>	<b>4 652 751</b>	<b>4 648 052</b>
Passif, contributions, bénéfices non distribués	USD		DTS	
	2005	2004	2005	2004
Comptes créditeurs et passif exigible	325 957	261 183	228 528	168 527
Dons non décaissés	48 386	36 048	33 923	23 212
Recettes reportées	<u>3 140</u>	<u>2 760</u>	<u>2 202</u>	<u>1 781</u>
	377 483	299 991	264 653	193 520
Contributions				
Ordinaires	4 788 408	4 824 420	4 081 010	3 615 383
Provisions	(169 359)	(176 292)	(118 738)	(113 752)
Spéciales	<u>20 348</u>	<u>20 348</u>	<u>15 219</u>	<u>15 219</u>
<b>Total contributions</b>	<b>4 639 397</b>	<b>4 668 476</b>	<b>3 977 491</b>	<b>3 516 850</b>
Bénéfices non distribués intégralement engagés	1 524 479	2 140 024	344 002	876 383
Réserve générale	95 000	95 000	66 605	61 299
Actif net	6 258 876	6 903 502	4 388 098	4 454 532
<b>Total passif, contributions, bénéfices non distribués</b>	<b>6 636 359</b>	<b>7 203 491</b>	<b>4 652 751</b>	<b>4 648 052</b>

<sup>1</sup> Présenté pour information uniquement, comme indiqué à la note 2 a) et 2 c).

**État consolidé des flux de trésorerie<sup>1</sup>**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 2004 (en milliers de dollars des États-Unis)

	2005	2004
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		
Décassements de prêts	(343 469)	(313 660)
Remboursements du principal des prêts	137 766	149 829
Montant net des cessions d'actions	281 671	1 367
Montant net de l'achat de titres détenus jusqu'à échéance	(370 175)	
<b>Flux nets de trésorerie investis dans les activités de développement</b>	<b>(294 207)</b>	<b>(162 464)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>		
Versements de contributions pour les reconstitutions	156 226	209 317
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>156 226</b>	<b>209 317</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA</b>		
Intérêts sur prêts	37 785	44 291
Produit des placements en titres détenus jusqu'à échéance	10 158	
Dividendes perçus sur les actions	1 074	6 191
Recettes provenant de sommes autres que les actions	54 955	55 588
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	71 530	71 068
Paievements divers	6 439	10 677
Paievements de dépenses d'exploitation	(106 601)	(120 848)
Allégements de dettes	(27 283)	(27 460)
Décassements au titre de dons	(42 659)	(28 997)
<b>Flux nets de trésorerie (requis)/produits par les opérations du FIDA</b>	<b>5 398</b>	<b>(10 510)</b>
<b>Effets des variations de change sur les liquidités et les placements, à l'exclusion des actions et des titres détenus jusqu'à échéance</b>	<b>(206 964)</b>	<b>84 112</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction</b>	<b>(339 964)</b>	<b>141 475</b>
<b>Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice</b>	<b>2 582 544</b>	<b>2 441 069</b>
<b>Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice</b>	<b>2 242 997</b>	<b>2 582 544</b>
<b>DONT:</b>		
<b>Liquidités non soumises à restriction</b>	249 762	172 346
<b>Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des actions et des titres détenus jusqu'à échéance</b>	1 993 235	2 410 198
<b>Liquidités et équivalents en fin d'exercice</b>	<b>2 242 997</b>	<b>2 582 544</b>
<b>Rapprochement des recettes nettes et de la trésorerie nette requise par les opérations:</b>		
Excédent des recettes sur les dépenses avant variations de change	(55 577)	43 112
<b>Ajustement pour rapprocher les recettes nettes et la trésorerie nette produite par les opérations:</b>		
- ajustement sur la base de la juste valeur	(71 521)	
- (augmentation)/diminution du produit des prêts et placements	(47 715)	(8 520)
- (augmentation)/diminution des autres comptes débiteurs	28 960	(4 020)
- augmentation/(diminution) diminution des autres comptes créditeurs	35 223	(35 437)
- plus-values sur les actions	(4 506)	(18 781)
- intérêt sur les liquidités soumises à restriction		57
- dons approuvés et non décaissés	(292)	(3 917)
- perte de change sur opérations	1 205	(265)
- dépenses hors trésorerie liées à l'Initiative PPTE	72 592	1 590
- provision pour assurance maladie après cessation de service	11 157	(12 300)
- variation de la provision pour dépréciation des prêts	35 872	48 991
<b>Flux nets de trésorerie (requis)/produits par les opérations</b>	<b>5 398</b>	<b>(10 510)</b>

<sup>1</sup> Voir l'appendice H, note 2 d).

**État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)<sup>1</sup>**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 2004 (en milliers de dollars des États-Unis)

		<b>2005</b>	<b>2004</b>
<b>Avoirs disponibles en monnaies librement convertibles</b>	Liquidités	235 141	150 828
	Placements	2 269 319	2 570 627
	Billets à ordre	297 215	351 405
	Autres comptes débiteurs	189 920	154 201
		<b>2 991 595</b>	<b>3 227 061</b>
<b>Moins</b>	Comptes créditeurs et passif exigible	<b>325 957</b>	<b>261 183</b>
	Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP), report	<b>5 676</b>	<b>7 332</b>
	Réserve générale	<b>95 000</b>	<b>95 000</b>
	Prêts entrés en vigueur non décaissés	1 939 333	2 121 557
	Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	308 958	326 851
	Dons non décaissés	48 386	36 048
		<b>2 296 677</b>	<b>2 484 456</b>
	Provision pour billets à ordre	80 898	83 152
		<b>2 804 208</b>	<b>2 931 123</b>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>		<b>295 938</b>	<b>187 387</b>
<b>Moins</b>	Prêts non encore signés	449 722	399 690
	Dons non encore signés	33 687	33 101
<b>Ressources nettes disponibles avant engagements anticipés (note 1 h) et v))</b>		<b>(296 022)</b>	<b>(136 853)</b>
Engagements anticipés reportés au 1 <sup>er</sup> janvier		136 853	331 131
Engagements anticipés approuvés aux sessions du Conseil d'administration au cours de l'exercice		186 600	
		<b>323 453</b>	<b>331 131</b>
<b>Moins</b>	Engagements anticipés couverts pendant l'exercice	<b>(27 431)</b>	<b>(194 278)</b>
<b>Engagements anticipés reportés</b>		<b>296 022</b>	<b>136 853</b>
<b>Montant net des ressources disponibles pour engagement</b>		<b>-</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Présenté à des fins d'information seulement, comme indiqué dans les notes 2 a), 2 e), 13 et 14 a).

État des contributions des membres et des contributions spéciales  
aux 31 décembre 2005 et 2004

	Contributions initiales, première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième reconstitutions	Sixième reconstitution			Paievements - Équivalent en USD		
		Instruments déposés		Équivalent en USD	Paievements - Équivalent en USD		Total
Équivalent en USD	Monnaie	Montant	Espèces		Billets à ordre		
Afghanistan	93						
Albanie	20 000	USD	10 000	10 000	10 000		10 000
Algérie	50 330 000	USD	1 000 000	1 000 000	650 000	350 000	1 000 000
Angola	160 000	USD	100 000	100 000	100 000		100 000
Argentine <sup>1</sup>	7 900 016						
Arménie		USD	7 466	7 466	7 466		7 466
Australie <sup>1</sup>	37 108 099						
Autriche	33 140 744	EUR	7 831 044	9 418 694	6 462 819	2 955 875	9 418 694
Azerbaïdjan	5 000	USD	95 000	95 000	95 000		95 000
Bangladesh	3 156 030	USD	600 000	600 000	390 000	210 000	600 000
Barbade	10 000						
Belgique	61 347 508	EUR	9 810 000	11 874 986	7 970 675	47 182	8 017 857
Belize	205 333						
Bénin	100 000	USD	96 850	96 850	96 850		96 850
Bhoutan	78 000	USD	27 000	27 000	27 000		27 000
Bolivie	900 000	USD	300 000	300 000	300 000		300 000
Botswana	235 000	USD	100 000	100 000	100 000		100 000
Brésil <sup>1</sup>	36 103 497	USD	7 916 263	7 916 263		7 916 263	7 916 263
Burkina Faso	98 723	USD	60 000	60 000	58 449		58 449
Burundi	69 861						
Cambodge	210 000	USD	210 000	210 000	210 000		210 000
Cameroun	554 886	USD	300 000	300 000	300 000		300 000
Canada	134 796 273	CAD	43 601 600	34 927 148	22 485 368	12 441 781	34 927 148
Cap-Vert	26 000						
République centrafricaine	10 725						
Chili	605 000	USD	95 000	95 000	95 000		95 000
Chine	30 338 534	USD	10 500 000	10 500 000	3 150 000	7 350 000	10 500 000
Colombie	370 000	USD	100 000	100 000	100 000		100 000
Comores <sup>2</sup>	31 573						
Congo	151 092						
Îles Cook	5 000						
Côte d'Ivoire	1 558 822						
Cuba	8 520						
Chypre	137 000						
Corée, R.P.D. de <sup>2</sup>	796 734						
Congo, République démocratique du	1 030 000	USD	150 000	150 000	150 000		150 000
Danemark	85 471 745	DKK	170 000 000	27 489 600	18 080 179	6 246 590	24 326 769
Djibouti	6 000						
Dominique	54 987						
République dominicaine	83 551						
Équateur	790 994						

suite page suivante

a  
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

	Contributions initiales, première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième reconstitutions		Sixième reconstitution				
			Instruments déposés		Paiements - Équivalent en USD		
	Équivalent en USD	Monnaie	Montant	Équivalent en USD	Espèces	Billets à ordre	Total
Égypte	11 408 882	USD	3 000 000	3 000 000	1 950 000	1 050 000	3 000 000
El Salvador	100 000						
Érythrée	10 000	USD	10 000	10 000	10 000		10 000
Éthiopie	160 869	USD	30 000	30 000	30 000		30 000
Fidji	194 228						
Finlande	25 700 942	EUR	4 600 000	5 777 200	4 007 875		4 007 875
France <sup>1</sup>	171 496 161	EUR	24 000 000	28 309 201		18 872 801	18 872 801
Gabon <sup>2</sup>	2 801 000	USD	200 000	200 000			0
Gambie	30 086	USD	9 810	9 810	9 810		9 810
Allemagne <sup>1</sup>	254 435 106	USD	40 000 000	40 000 000		26 000 000	26 000 000
Ghana	966 487						
Grèce	2 350 000	USD	600 000	600 000	600 000		600 000
Grenade	50 000	USD	25 000	25 000	25 000		25 000
Guatemala	693 021	USD	77 332	77 332	77 332		77 332
Guinée	189 725						
Guinée-Bissau	30 000						
Guyana	479 921	USD	155 458	155 458	155 458		155 458
Haïti	107 118						
Honduras	749 460	USD	51 896	51 896	51 896		51 896
Islande	5 000						
Inde	47 812 382	USD	15 000 000	15 000 000	10 000 000		10 000 000
Indonésie	36 959 000	USD	5 000 000	5 000 000	3 000 000		3 000 000
Iran (République islamique d') <sup>2</sup>	128 750 000						
Iraq <sup>2</sup>	53 099 000						
Irlande	5 007 473	EUR	1 173 618	1 403 743	1 403 743		1 403 743
Israël	300 000						
Italie	168 360 604						
Jamaïque	325 814						
Japon	292 531 353	JPY	3 656 010 000	31 806 374	16 318 743	15 487 630	31 806 374
Jordanie	655 000	USD	85 000	85 000	85 000		85 000
Kenya <sup>2</sup>	4 407 784						
Koweït	148 041 000	USD	5 000 000	5 000 000	3 250 000	1 750 000	5 000 000
République démocratique populaire Lao	103 213						
Liban	114 999						
Lesotho	239 397	USD	50 000	50 000	50 000		50 000
Libéria	39 000						
Jamahiriya arabe libyenne <sup>2</sup>	52 000 000						
Luxembourg	1 875 856	EUR	510 000	615 698	405 148	210 550	615 698
Madagascar	188 357	USD	91 355	91 355	91 355		91 355
Malawi	73 346						
Malaisie	750 000	USD	250 000	250 000	250 000		250 000
Maldives	51 000						
Mali	51 519	USD	11 020	11 020	11 020		11 020
Malte	54 985						
Mauritanie <sup>2</sup>	50 000						

suite page suivante

a  
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

	Contributions initiales, première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième restitutions			Sixième reconstitution			
	Équivalent en USD	Monnaie	Montant	Équivalent en USD	Paievements - Équivalent en USD		
					Espèces	Billets à ordre	Total
Maurice	250 000	USD	20 000	20 000	20 000		20 000
Mexique	27 130 985	USD	3 000 000	3 000 000	2 000 000		2 000 000
Maroc	5 944 407	USD	300 000	300 000	150 000	150 000	300 000
Mozambique	240 390	USD	80 000	80 000	80 000		80 000
Myanmar	250 000						
Namibie	320 000	USD	20 000	20 000	20 000		20 000
Népal	110 000	USD	50 000	50 000	50 000		50 000
Pays-Bas	171 747 838	EUR	40 000 000	47 646 578	16 348 397	31 298 181	47 646 578
Nouvelle-Zélande	7 991 330						
Nicaragua	88 571	USD	10 000	10 000	10 000		10 000
Niger	174 807						
Nigéria <sup>1</sup>	95 184 000						
Norvège	114 256 266	NOK	194 691 467	29 343 028	9 216 164	10 542 643	19 758 807
Oman	150 000						
Pakistan <sup>1</sup>	8 933 776	USD	2 000 000	2 000 000	1 333 333		1 333 333
Panama	133 165	USD	33 200	33 200	33 200		33 200
Papouasie-Nouvelle- Guinée	170 000						
Paraguay	604 842						
Pérou	560 000	USD	200 000	200 000	200 000		200 000
Philippines	1 777 907						
Portugal	2 167 088	EUR	778 950	916 954	610 684		610 684
Qatar <sup>2</sup>	28 980 000	USD	1 000 037	1 000 037	1 000 037		1 000 037
Corée, République de	7 739 031	USD	2 500 000	2 500 000	1 750 000		1 750 000
République de Moldova		USD	6 100	6 100	6 100		6 100
Roumanie	50 453	USD	100 000	100 000	100 000		100 000
Rwanda	159 499	USD	4 352	4 352	4 352		4 352
Saint-Kitts-et-Nevis	20 000						
Sainte-Lucie	22 000						
Samoa	50 000						
Sao Tomé-et-Principe <sup>2</sup>	10 000						
Arabie saoudite	369 778 000	USD	10 000 000	10 000 000	6 500 000	3 500 000	10 000 000
Sénégal	203 387	EUR	59 455	67 707	67 707		67 707
Seychelles	19 667						
Sierra Leone	36 726						
Îles Salomon	10 000						
Somalie	10 000						
Afrique du Sud	500 000						
Espagne	9 642 940	EUR	2 596 500	3 056 989	3 056 989		3 056 989
Sri Lanka	5 883 000	USD	334 000	334 000	334 000		334 000
Soudan	688 266	EUR	162 863	200 588	200 588		200 588
Swaziland <sup>1</sup>	178 329	USD	40 000	40 000	40 000		40 000
Suède	125 100 114	SEK	296 706 440	39 443 648	39 443 648		39 443 648
Suisse	77 292 475	CHF	21 323 400	16 179 218		10 774 309	10 774 309
République arabe syrienne	666 656	USD	300 000	300 000	300 000		300 000
Tadjikistan	200						

suite page suivante

a  
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

	Contributions initiales, première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième reconstitutions			Sixième reconstitution			
			Instruments déposés		Paiements - Équivalent en USD		
	Équivalent en USD	Monnaie	Montant	Équivalent en USD	Espèces	Billets à ordre	Total
Thaïlande	600 000	USD	150 000	150 000	150 000		150 000
Togo	35 443						
Tonga	55 000						
Tunisie	1 978 201	USD	600 000	600 000	400 000		400 000
Turquie <sup>2</sup>	15 036 366	USD	300 000	300 000	300 000		300 000
Ouganda	200 000	USD	45 000	45 000	45 000		45 000
Émirats arabes unis	50 180 000	USD	1 000 000	1 000 000	300 000	700 000	1 000 000
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord <sup>1</sup>	137 614 881	GBP	19 707 000	33 831 992			
Tanzanie, République- Unie de	214 385	USD	50 000	50 000	50 000		50 000
États-Unis d'Amérique	602 674 400	USD	45 000 000	45 000 000	20 250 000	9 440 661	29 690 661
Uruguay	225 000						
Venezuela (République bolivarienne du)	169 089 000	USD	5 600 000	5 600 000	2 223 342	3 376 658	5 600 000
Viet Nam	603 012	USD	500 000	500 000	300 000		300 000
Yémen	1 400 000	USD	384 316	384 316	384 316		384 316
Yougoslavie	108 170						
Zambie	307 262						
Zimbabwe	2 103 074						
<b>Total contributions 31 décembre 2005</b>	<b>3 949 454 738</b>			<b>487 250 799</b>	<b>209 899 043</b>	<b>170 671 123</b>	<b>380 570 166</b>
31 décembre 2004	3 958 605 088			514 583 226	110 442 155	171 603 188	282 045 343

Avances de contributions à la septième reconstitution

	Instruments déposés				Paiements - Équivalent en USD		
	Équivalent en USD	Monnaie	Montant	Équivalent en USD	Espèces	Billets à ordre	Total
Cameroun	300 000	EUR	235 219	300 000	300 000		300 000
Colombie	170 381	USD	170 381	170 381	170 381		170 381
<b>Total Contributions 31 décembre 2005</b>	<b>470 381</b>			<b>470 381</b>	<b>470 381</b>	<b>-</b>	<b>470 381</b>
31 décembre 2004	-			-	-		-

<sup>1</sup> Voir appendice H, note 13.

<sup>2</sup> Voir appendice H, note 14.

État des contributions des membres et des contributions spéciales  
Aux 31 décembre 2005 et 2004

Programme spécial pour l'Afrique (PSA)

	Première phase			Deuxième phase		
	Instruments déposés			Instruments déposés		
	Monnaie	Montant	Équivalent en USD	Montant	Équivalent en USD	Total
Australie	AUD	500 000	388 870			388 870
Belgique	EUR	31 234 584	34 974 559	11 155 209	12 262 561	47 237 120
Danemark	DKK	120 000 000	18 672 804			18 672 804
Djibouti	USD	1 000	1 000			1 000
Union européenne	EUR	15 000 000	17 618 920			17 618 920
Finlande	EUR	9 960 089	12 205 384			12 205 384
France	EUR	32 014 294	37 690 272	3 811 225	4 008 189	41 698 461
Allemagne	EUR	14 827 465	17 360 511			17 360 511
Grèce	USD	37 030	37 030	40 000	40 000	77 030
Guinée	USD	25 000	25 000			25 000
Irlande	EUR	380 921	418 410	253 948	288 600	707 010
Italie	EUR	15 493 707	23 254 457	5 132 368	6 785 447	30 039 904
	USD	10 000 000	10 000 000			10 000 000
Japon	JPY	2 553 450 000	21 473 957			21 473 957
Koweït	USD			15 000 000	15 000 000	15 000 000
Luxembourg	EUR	247 894	266 099			266 099
Mauritanie <sup>1</sup>	USD	25 000	25 000			25 000
Pays-Bas	EUR	15 882 308	16 174 040	8 848 714	9 533 084	25 707 124
Nouvelle-Zélande	NZD	500 000	251 500			251 500
Niger	EUR	15 245	17 730			17 730
Nigéria	USD			250 000	250 000	250 000
Norvège	NOK	138 000 000	19 759 121			19 759 121
Espagne	USD	1 000 000	1 000 000			1 000 000
Suède	SEK	131 700 000	19 054 920	25 000 000	4 196 391	23 251 311
Suisse	CHF	25 000 000	17 048 554			17 048 554
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	GBP	7 000 000	11 149 647			11 149 647
États-Unis d'Amérique	USD	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	20 000 000
<b>31 décembre 2005</b>			<b>288 867 785</b>		<b>62 364 272</b>	<b>351 232 057</b>
31 décembre 2004			288 867 785		62 364 272	351 232 057

Récapitulation des contributions des États membres

	Valeur en milliers de USD	
	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Contributions initiales	1 017 310	1 017 310
Première reconstitution	1 016 372	1 016 372
Deuxième reconstitution	566 560	566 560
Troisième reconstitution	553 495	552 495
Quatrième reconstitution	361 396	361 918
Cinquième reconstitution	434 322	443 950
Sixième reconstitution	487 251	514 583
Avances de contributions à la septième reconstitution	470	-
<b>Total FIDA</b>	<b>4 437 176</b>	<b>4 473 188</b>
PSA – Première phase	288 868	288 868
PSA – Deuxième phase	62 364	62 364
<b>Total PSA</b>	<b>351 232</b>	<b>351 232</b>
<b>Total FIDA et PSA</b>	<b>4 788 408</b>	<b>4 824 420</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(21 273)	
<b>Total FIDA et PSA en juste valeur</b>	<b>4 767 135</b>	

suite page suivante

<sup>1</sup> Voir appendice H, note 14.



État des contributions des membres et des contributions spéciales  
aux 31 décembre 2005 et 2004

Appendice E

<b>Contributions spéciales</b>			
	<b>Contributions initiales, première, deuxième, troisième et quatrième restitutions Équivalent en USD</b>	<b>Première phase Équivalent en USD</b>	<b>Total Équivalent en USD</b>
<b>FIDA</b>			
Fonds de l'OPEP	20 000 000		20 000 000
Islande	10 000		10 000
Autres	129 050		129 050
<b>31 décembre 2005</b>	<b>20 139 050</b>	-	<b>20 139 050</b>
31 décembre 2004	20 139 050	-	20 139 050
<b>PSA</b>			
Première phase		209 345	209 345
<b>31 décembre 2005</b>	-	<b>209 345</b>	<b>209 345</b>
31 décembre 2004	-	209 345	209 345
<b>Total FIDA et PSA</b>	<b>20 139 050</b>	<b>209 345</b>	<b>20 348 395</b>
<b>31 décembre 2005</b>	<b>20 139 050</b>	<b>209 345</b>	<b>20 348 395</b>
31 décembre 2004	20 139 050	209 345	20 348 395

État des contributions complémentaires et supplémentaires  
aux 31 décembre 2005 et 2004

1. État des contributions complémentaires reçues directement des États membres

	Instruments déposés <sup>1</sup>			Paiements – Équivalent en USD		
	Monnaie	Montant	Équivalent en USD	Espèces	Billets à ordre	Total
<b>Quatrième reconstitution</b>						
Belgique (PC-FBS)	EUR	19 831 482	25 903 082	16 838 595	9 064 487	25 903 082
Pays-Bas (Initiative PPTE) <sup>3</sup>	EUR	12 081 227	12 428 584	12 428 584		12 428 584
<b>31 décembre 2005</b>			<b>38 331 666</b>	<b>29 267 179</b>	<b>9 064 487</b>	<b>38 331 666</b>
31 décembre 2004			36 467 775	27 609 569	8 858 206	36 467 775
<b>Cinquième reconstitution</b>						
Belgique (PC-FBS)	EUR	14 873 611	14 029 758	3 532 486	10 497 272	14 029 758
<b>31 décembre 2005</b>			<b>14 029 758</b>	<b>3 532 486</b>	<b>10 497 272</b>	<b>14 029 758</b>
31 décembre 2004			19 293 708	2 014 746	17 278 962	19 293 708
<b>Sixième reconstitution</b>						
Belgique (PC-FBS)	EUR	11 104 256	13 246 919	8 573 542	4 673 377	13 246 919
Canada	CAD	2 000 000	1 511 373	1 511 373		1 511 373
Italie (Initiative PPTE) <sup>3</sup>	EUR	3 720 000	4 602 198	4 602 198		4 602 198
Luxembourg (Initiative PPTE) <sup>3</sup>	EUR	850 000	1 053 052	1 053 052		1 053 052
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord <sup>2</sup>	USD	6 229 738	6 229 738	6 229 738		6 229 738
<b>31 décembre 2005</b>			<b>26 643 280</b>	<b>21 969 803</b>	<b>4 673 377</b>	<b>26 643 280</b>
31 décembre 2004			17 556 987	12 171 638	5 385 349	17 556 987
<b>Total des contributions complémentaires</b>						
<b>31 décembre 2005</b>			<b>79 004 704</b>	<b>54 769 568</b>	<b>24 235 136</b>	<b>79 004 704</b>
31 décembre 2004			82 459 511	41 795 953	31 522 517	73 318 470

2. État des contributions à l'Initiative PPTE reçues des États membres et des donateurs via le Fonds fiduciaire de la Banque mondiale

Belgique	EUR	2 974 722	2 713 086	2 713 086		2 713 086
Commission européenne	EUR	7 500 000	9 502 794	9 502 794		9 502 794
Commission européenne	USD	1 009 704	1 009 704	1 009 704		1 009 704
Finlande	EUR	2 000 000	2 536 640	2 536 640		2 536 640
Finlande	USD	2 656 200	2 656 200	2 656 200		2 656 200
Allemagne	EUR	7 669 378	6 988 921	6 988 921		6 988 921
Islande	USD	250 000	250 000	250 000		250 000
Norvège	USD	5 911 693	5 911 693	5 911 693		5 911 693
Suède	USD	10 000 000	10 000 000	10 000 000		10 000 000
Suisse	USD	3 275 500	3 275 500	3 275 500		3 275 500
<b>31 décembre 2005</b>			<b>44 844 538</b>	<b>44 844 538</b>		<b>44 844 538</b>
31 décembre 2004			42 188 338	42 188 338	-	42 188 338
Total des contributions des États membres à l'Initiative PPTE <sup>3</sup>			18 083 834	18 083 834		18 083 834
<b>Total 31 décembre 2005</b>			<b>62 928 372</b>	<b>62 928 372</b>		<b>62 928 372</b>
Total 31 décembre 2004			59 997 359	59 997 359	-	59 997 359

3. État des contributions reçues de la Belgique pour le Programme conjoint du Fonds belge de survie

	Valeur actuelle des contributions		
	Monnaie	Montant	Équivalent en USD
Contributions hors reconstitutions	EUR	68 603 293	63 835 635
Quatrième reconstitution	EUR	19 831 482	25 903 082
Cinquième reconstitution	EUR	14 873 611	14 029 758
Sixième reconstitution	EUR	11 104 256	13 246 919
<b>31 décembre 2005</b>	<b>EUR</b>	<b>114 412 642</b>	<b>117 015 394</b>
31 décembre 2004	EUR	110 954 642	116 974 752

<sup>1</sup> Dans le cas où il n'y a pas eu d'instrument déposé, les montants indiqués sont l'équivalent des paiements effectifs.

<sup>2</sup> Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a annoncé une contribution complémentaire de 10 millions de USD à la sixième reconstitution.

<sup>3</sup> Comprend les contributions de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas qui figurent sur l'état des contributions complémentaires reçues directement des États membres.

4. État des contributions supplémentaires

Valeur cumulée des contributions	Équivalent en milliers de USD	
	au 31 décembre 2005	au 31 décembre 2004
Cofinancements	165 803	151 596
Fonds supplémentaires programmatiques	70 975	62 956
Fonds pour le programme de cadres associés (CA)	25 973	24 396
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	2 779	993
Autres fonds supplémentaires/contributions complémentaires	16 789	11 420
<b>Total contributions supplémentaires</b>	<b>282 319</b>	<b>251 361</b>

5. État des variations de contributions  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2005

	Équivalent en milliers de USD					
	Cofinancements	Fonds supplémentaires programmatiques	Fonds CA	FEM	Autres fonds supplémentaires	Total
<b>Fonds non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier 2005</b>	<b>10 419</b>	<b>22 301</b>	<b>1 618</b>	<b>568</b>	<b>2 420</b>	<b>37 326</b>
Contributions reçues des donateurs	6 687	8 745	1 728	1 740	5 371	24 271
Contributions restituées aux donateurs		(72)	(156)		(2)	(230)
Intérêts		709		47		756
Frais	(7 962)	(7 596)	(1 787)	(303)	(1 392)	(18 775)
<b>Fonds non décaissés au 31 décembre 2005</b>	<b>9 144</b>	<b>24 087</b>	<b>1 403</b>	<b>2 052</b>	<b>6 397</b>	<b>43 083</b>

6. Cofinancements

Donateur	Équivalent en milliers de USD			
	Valeur des contributions		Non décaissés au 31 décembre	
	2005	2004	2005	2004
<b>États membres</b>				
Autriche	755	755		
Australie	2 721	2 721		
Belgique	5 059	5 059		57
Danemark	2 467	2 467		
Finlande	2 397	2 397		
France	1 032	1 032		
Allemagne	46	46		
Irlande	6 307	6 307	2 609	2 854
Italie	15 652	14 556	2 921	2 916
Japon	1 876	1 876	380	574
Luxembourg	750	750		
Pays-Bas	62 089	63 033	1	
Norvège	19 120	19 045	469	1 337
Portugal	142	142		
Suriname	2 019	2 019	2	2
Suède	9 379	9 379	343	483
Suisse	8 388	8 023	832	906
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	13 786	171	619	
<b>États non membres et autres sources</b>				
Banque africaine de développement	2 800	2 800		
Banque arabe	899	899	899	899
Fonds arabe pour le développement économique et social	2 998	2 998	1	310
Programme des pays arabes du Golfe pour les organisations de développement des Nations Unies	299	299		
Union européenne	814	814		
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	14	14		
Fédération nationale des coopératives agricoles	35	35		
Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole	50	50		
Excédent des commissions de service	50	50		
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	1 976	1 976		
Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires	1 000	1 000		
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	81	81	28	77
Banque mondiale	802	802	40	
<b>Total</b>	<b>165 803</b>	<b>151 596</b>	<b>9 144</b>	<b>10 419</b>

7. Fonds supplémentaires programmatiques

Donateur	Équivalent en milliers de USD			
	Valeur des contributions		Fonds non décaissés au 31 décembre	
	2005	2004	2005	2004
Canada	333	333	30	167
Congress Hunger Centre	201	201	18	61
Danemark	3 301	3 276	94	75
Finlande	2 395	1 969	697	520
France	3 722	3 237	619	329
Allemagne	5 325	5 495	2 144	2 369
Irlande	805	1 662	293	1 299
Italie	24 485	16 675	13 870	8 821
Japon	3 967	3 770	524	531
Luxembourg	113	74	71	74
Malaisie	13	13	13	13
Pays-Bas	9 691	9 828	314	855
Norvège	3 644	3 659	1 166	1 556
Portugal	738	662	271	340
Suède	1 642	1 642	893	1 013
Suisse	7 169	7 352	2 728	3 670
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3 082	2 799	323	557
Banque mondiale	340	282	19	33
Autres	9	27		18
<b>Total</b>	<b>70 975</b>	<b>62 956</b>	<b>24 087</b>	<b>22 301</b>

8. Fonds pour le programme de cadres associés

Donateur	Équivalent en milliers de USD					
	Nombre cumulé de cadres associés		Total des contributions reçues		Fonds non décaissés au 31 décembre	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Belgique	4	3	503	321	105	
Danemark	19	19	3 033	3 086	115	366
Finlande	10	8	1 526	1 264	293	204
France	3	3	559	568		9
Allemagne	26	25	3 668	3 484	160	288
Italie	19	17	3 838	3 532	373	302
Japon	11	11	1 894	1 894	(29)	191
Corée	8	7	2 237	2 038	(40)	(68)
Pays-Bas	29	29	4 637	4 320	100	24
Norvège	8	8	1 387	1 244	206	129
Suède	12	12	2 026	1 934	120	124
Suisse	3	3	343	388		48
États-Unis d'Amérique	3	3	322	323		1
<b>Total</b>	<b>155</b>	<b>148</b>	<b>25 973</b>	<b>24 396</b>	<b>1 403</b>	<b>1 618</b>

Au total, 24 cadres associés ont travaillé au FIDA en 2005 (2004: 22). Ils étaient financés par la Belgique (1), le Danemark (3), la Finlande (2), l'Allemagne (4), l'Italie (4), le Japon (2), la République de Corée (2), les Pays-Bas (4), la Norvège (1) et la Suède (1).

9. Fonds pour l'environnement mondial

Pays bénéficiaire	Contributions reçues	Équivalent en milliers de USD			
		Fonds non décaissés au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	Fonds reçus/(restitués aux donateurs)	(Décaissements) Allocations	Fonds non décaissés au 31 décembre 2005
Programme régional Asie	340		340	(204)	136
Brésil	300	191		54	245
Éthiopie	350	350			350
Jordanie	350		350		350
Mali	326	11			11
Maroc	350		350		350
Sri Lanka	350		350	(153)	197
Tunisie	350		350		350
<b>Total</b>	<b>2 716</b>	<b>552</b>	<b>1 740</b>	<b>(303)</b>	<b>1 989</b>
Intérêts	63	16	47		63
<b>Total</b>	<b>2 779</b>	<b>568</b>	<b>1 787</b>	<b>(303)</b>	<b>2 052</b>

10. Autres fonds supplémentaires/contributions complémentaires<sup>1</sup>

Donateur	Équivalent en milliers de USD			
	Valeur des contributions		Fonds non décaissés au	
	2005	200	2005	31 décembre 2004
<b>États membres</b>				
Angola	7	7		
Australie	84	84		
Belgique <sup>2</sup>	1 480	1 480	20	19
Canada <sup>3</sup>	2 649	2 648	985	1 740
Chine	30	30		
Colombie	25	25		
Danemark	546	546	129	202
Finlande	613	613		
France	90	90		
Allemagne	20	20		
Indonésie	50	50		
Irlande	14	14		
Italie	1 712	1 712		
Jordanie	15	15		
Liechtenstein	5	5		
Luxembourg	50	50		
Malaisie	15	15		
Maroc	50	50		
Pays-Bas	231	231		
Nigéria	50	50		
Norvège	1 178	1 178	50	50
Pakistan	25	25		
Paraguay	15	15		
Sénégal	15	15		
Afrique du Sud	10	10		
Espagne	8	8		
Suède	417	417	100	100
Suisse	270	272		2
Turquie	47	47		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord <sup>4</sup>	6 280	910	5 087	281
États-Unis d'Amérique	85	85		
<b>Total</b>	<b>16 086</b>	<b>10 717</b>	<b>6 371</b>	<b>2 394</b>
<b>États non membres</b>	<b>703</b>	<b>703</b>	<b>26</b>	<b>26</b>
<b>Total général</b>	<b>16 789</b>	<b>11 420</b>	<b>6 397</b>	<b>2 420</b>

<sup>1</sup> Les contributions complémentaires indiquées ci-dessus excluent les contributions se rapportant spécifiquement au FBS et à l'Initiative PPTE, lesquelles figurent au tableau 1 de l'appendice E1.

<sup>2</sup> La contribution totale de la Belgique inclut une somme de 942 000 USD fournie par le PC-FBS.

<sup>3</sup> La contribution totale du Canada inclut une somme équivalente à 1 511 000 USD au titre des autres contributions complémentaires, ainsi que l'indique le tableau 1 de l'appendice E1.

<sup>4</sup> La contribution totale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord inclut une somme équivalente à 6 230 000 USD pour le Programme pour intégrer l'innovation, qui constitue une contribution complémentaire aux ressources du FIDA, ainsi que l'indique le tableau 1 de l'appendice E1 (859 000 USD en 2004).

État récapitulatif des prêts<sup>1</sup>  
aux 31 décembre 2005 et 2004

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur			
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	Encours des prêts
Prêts en USD <sup>1</sup>	USD	USD	USD	USD	USD	USD
Bangladesh	30 000 000			30 000 000	12 750 000	17 250 000
Cap-Vert	2 003 243			2 003 243	851 360	1 151 883
Haïti	3 500 000			3 500 000	1 531 250	1 968 750
Népal	11 538 262			11 538 262	4 914 500	6 623 762
Sri Lanka	12 000 000			12 000 000	5 400 000	6 600 000
Tanzanie, République-Unie de	9 488 456			9 488 456	4 159 623	5 328 834
<b>Sous-total<sup>1</sup></b>	<b>68 529 961</b>	-	-	<b>68 529 961</b>	<b>29 606 733</b>	<b>38 923 229</b>
Ajustement de change sur les prêts en dollars des États-Unis	3 185 612			3 185 612	3 153 061	32 551
<b>Sous-total prêts en USD<sup>1</sup></b>	<b>71 715 573</b>	-	-	<b>71 715 573</b>	<b>32 759 794</b>	<b>38 955 779</b>
Prêts en DTS <sup>1</sup>	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
Albanie	29 227 333	5 500 000	422 042	23 305 291	604 700	22 700 591
Algérie	41 200 530	7 900 000	20 451 688	12 848 842	10 360 984	2 487 858
Angola	12 000 000		2 210 931	9 789 069		9 789 069
Argentine	45 700 000	13 350 000	15 912 059	16 437 941	13 146 732	3 291 208
Arménie	37 748 833		9 133 222	28 615 611	90 000	28 525 611
Azerbaïdjan	21 809 390	8 600 000	2 376 367	10 833 023		10 833 023
Bangladesh <sup>2</sup>	244 571 969	17 550 000	41 080 459	185 941 510	32 501 097	153 440 413
Belize	1 750 000		732 635	1 017 365	336 550	680 815
Bénin	72 753 289	6 950 000	11 420 211	54 383 078	8 839 070	45 544 008
Bhoutan	27 284 372	9 250 000	1 018 324	17 016 049	2 681 288	14 334 761
Bolivie	48 996 121		10 073 291	38 922 830	10 408 025	28 514 805
Bosnie-Herzégovine	23 957 479		5 584 345	18 373 135		18 373 135
Bésil	59 649 999	15 450 000	12 637 107	31 562 893	16 785 000	14 777 893
Burkina Faso	60 233 552		26 483 195	33 750 357	4 439 787	29 310 570
Burundi <sup>2</sup>	41 689 386		16 058 693	25 630 693	6 481 057	19 149 636
Cambodge	28 350 000		11 412 534	16 937 466		16 937 466
Cameroun	38 878 543		22 363 183	16 515 360	3 252 795	13 262 565
Cap-Vert	10 889 724		4 139 572	6 750 152	787 936	5 962 216
République centrafricaine	23 044 455			23 044 455	1 758 492	21 285 963
Chine	334 532 321	20 150 000	62 914 539	251 467 782	37 239 849	214 227 933
Colombie	11 000 000		3 902 350	7 097 650	4 399 992	2 697 658
Comores	4 181 951			4 181 951	641 020	3 540 931
Congo	10 003 279		7 277 994	2 725 285	1 911 700	813 585
Costa Rica	5 722 172		1	5 722 171	3 919 765	1 802 406
Côte d'Ivoire	25 276 323		16 110 951	9 165 372	1 127 050	8 038 322
Cuba	10 581 121			10 581 121	2 272 855	8 308 266
Corée, R.P.D. de	50 496 448		4 573 001	45 923 447	3 134 997	42 788 450
Congo, République démocratique du	39 692 557	10 950 000	10 000 000	18 742 557	1 634 702	17 107 855
Djibouti	4 461 831		2 750 000	1 711 831	538 388	1 173 443
Dominique	4 246 460		44 394	4 202 067	2 247 272	1 954 795
République dominicaine	29 058 437	10 600 000	2 240 541	16 217 895	7 340 096	8 877 799
Équateur	32 225 544	9 900 000		22 325 544	9 681 271	12 644 273
Égypte	124 639 392		31 551 471	93 087 920	25 229 737	67 858 183
El Salvador	63 764 293	9 950 000	14 916 389	38 897 903	12 831 730	26 066 173
Guinée équatoriale	5 793 838			5 793 838	723 281	5 070 557
Érythrée	16 650 000		6 527 896	10 122 104	285 000	9 837 104
Éthiopie	131 661 415	18 200 000	31 554 115	81 907 300	13 349 109	68 558 191
Gabon	4 792 609			4 792 609	4 265 952	526 657
Gambie	25 226 955	4 850 000	882 413	19 494 542	2 868 363	16 626 179
Géorgie	16 850 000	6 050 000	4 184 322	6 615 678		6 615 678
Ghana	91 029 281	13 050 000	20 905 308	57 073 973	6 453 950	50 620 023
Grenade	3 250 000		2 702 488	547 512		547 512
Guatemala	64 925 905	32 900 000	12 155 872	19 870 032	9 595 025	10 275 007
Guinée-Bissau	5 117 134			5 117 134	731 796	4 385 338
Guinée	74 783 729		29 467 327	45 316 402	4 740 861	40 575 541
Guyana	12 144 316		3 283 699	8 860 617	4 529 810	4 330 807
Haïti	52 051 777		24 616 754	27 435 022	6 828 375	20 606 647
Honduras	66 391 105		14 395 919	51 995 186	6 393 792	45 601 394
Inde	376 238 176	37 700 000	87 040 794	251 497 382	62 602 257	188 895 125
Indonésie <sup>2</sup>	136 169 858	22 650 000	29 207 476	84 312 382	34 288 247	50 024 135
Jamaïque	2 253 312			2 253 312	2 134 981	118 332
Jordanie	32 270 647		12 122 508	20 148 139	6 824 045	13 324 094

suite page suivante

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur			
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	Encours des prêts
Prêts en DTS <sup>1</sup>	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
Kenya	62 161 042	12 100 000	26 655 343	23 405 699	4 322 402	19 083 297
Kirghizistan	7 469 449		1 092 179	6 377 270	26 158	6 351 112
République démocratique lao	47 686 516	11 300 000	5 229 515	31 157 000	3 350 111	27 806 889
Liban	14 984 829		451 487	14 533 342	7 797 426	6 735 916
Lesotho	21 340 053		6 799 633	14 540 420	2 563 713	11 976 707
Libéria	10 179 774			10 179 774		10 179 774
Macédoine	11 850 000		2 792 287	9 057 713		9 057 713
Madagascar <sup>2</sup>	67 916 578		13 971 359	53 945 220	7 565 943	46 379 277
Malawi <sup>2</sup>	64 890 887	5 500 000	10 090 183	49 300 704	10 166 941	39 133 763
Maldives	7 093 535	1 400 000		5 693 535	947 742	4 745 793
Mali	70 774 159	9 550 000	8 645 053	52 579 106	7 607 654	44 971 452
Mauritanie	41 467 143		21 051 669	20 415 475	4 105 884	16 309 591
Maurice	8 200 000		4 405 311	3 794 689	546 668	3 248 021
Mexique	53 300 000	17 250 000	21 560 653	14 489 347	6 244 579	8 244 768
Mongolie	13 704 886		7 419 341	6 285 545		6 285 545
Maroc	71 408 659	11 250 000	20 511 664	39 646 995	22 783 130	16 863 865
Mozambique <sup>2</sup>	81 299 776		26 757 370	54 542 407	7 024 635	47 517 772
Namibie	4 199 967			4 199 967	1 680 000	2 519 967
Népal	72 725 324		22 277 495	50 447 829	12 169 770	38 278 059
Nicaragua	36 282 122		18 247 935	18 034 188	425 536	17 608 652
Niger	36 951 372		14 252 531	22 698 841	3 058 995	19 639 846
Nigéria	84 317 941		41 698 836	42 619 105	18 306 436	24 312 669
Pakistan <sup>2</sup>	219 992 020	18 300 000	47 207 376	154 484 644	64 771 987	89 712 657
Panama	38 819 165		24 403 372	14 415 793	9 316 635	5 099 158
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5 687 678			5 687 678	3 835 550	1 852 128
Paraguay	19 835 602	7 850 000		11 985 602	8 769 998	3 215 604
Pérou	51 993 220		17 568 442	34 424 778	17 915 486	16 509 292
Philippines	61 535 875	12 350 000	13 779 153	35 406 723	8 409 344	26 997 379
Moldova, République de	25 200 000	19 400 000		5 800 000		5 800 000
Roumanie	12 400 000		3 941 176	8 458 824	1 653 336	6 805 488
Rwanda <sup>2</sup>	84 815 566	5 650 000	31 212 119	47 953 446	6 883 811	41 069 635
Sainte-Lucie	1 242 088			1 242 088	464 940	777 148
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1 484 045			1 484 045	876 914	607 131
Samoa	1 907 723			1 907 723	392 027	1 515 695
Sao Tomé-et-Principe	13 760 513		6 727 199	7 033 314	1 016 093	6 017 221
Sénégal	58 802 838	8 700 000	12 992 804	37 110 034	2 840 804	34 269 230
Seychelles	824 334			824 334	471 885	352 449
Sierra Leone	26 500 215	5 900 000		20 600 215	4 631 835	15 968 380
Îles Salomon	2 519 083			2 519 083	300 769	2 218 314
Somalie	17 709 558			17 709 558	410 968	17 298 590
Sri Lanka	84 654 846	10 960 000	18 165 860	55 528 986	11 238 769	44 290 217
Soudan <sup>2</sup>	112 699 504		37 916 148	74 783 356	16 741 081	58 042 275
Swaziland	16 352 735		10 148 371	6 204 364	2 550 000	3 654 364
République arabe syrienne	56 544 816		30 605 275	25 939 541	16 406 499	9 533 042
Tchad	26 150 000	8 400 000	15 306 404	2 443 596		2 443 596
Thaïlande	0					
Togo	17 565 212			17 565 212	1 520 745	16 044 467
Tonga	4 837 121			4 837 121	766 335	4 070 786
Tunisie	43 950 000	10 900 000	16 544 997	16 505 003	6 321 138	10 183 865
Turquie	31 692 911		14 110 329	17 582 582	13 155 712	4 426 870
Ouganda <sup>2</sup>	104 320 096		40 002 305	64 317 790	12 013 686	52 304 105
Tanzanie, République-Unie de	113 457 673	31 300 000	15 666 269	66 491 405	3 335 232	63 156 173
Uruguay	18 879 950		7 665 221	11 214 730	6 689 100	4 525 630
Venezuela	38 580 212	10 400 000	14 006 656	14 173 556	14 173 556	
Viet Nam	76 500 000		26 517 771	49 982 229	834 375	49 147 854
Yémen <sup>2</sup>	127 186 097	15 700 000	17 338 498	94 147 599	21 135 843	73 011 756
Zambie	79 003 670	16 250 000	8 817 314	53 936 356	7 110 016	46 826 340
Zimbabwe	32 176 055			32 176 055	15 605 185	16 570 870
<b>Total</b>	<b>5 257 001 595</b>	<b>531 910 000</b>	<b>1 353 391 279</b>	<b>3 371 700 316</b>	<b>796 492 157</b>	<b>2 575 208 159</b>
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie <sup>3</sup>	5 800 000		4 059 571	1 740 429		1 740 429
<b>Équivalent en USD</b>	<b>7 506 492 062</b>	<b>758 679 217</b>	<b>1 936 172 938</b>	<b>4 811 639 907</b>	<b>1 101 883 332</b>	<b>3 709 756 575</b>
<b>Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS</b>	<b>(34 177 367)</b>			<b>(34 177 367)</b>		<b>(34 177 367)</b>
<b>Sous-total des prêts en DTS au 31 décembre 2005</b>	<b>7 472 314 695</b>	<b>758 679 217</b>	<b>1 936 172 938</b>	<b>4 777 462 540</b>	<b>1 101 883 332</b>	<b>3 675 579 208</b>
<b>Total en valeur nominale des prêts en USD au 31 décembre 2005</b>	<b>7 544 030 268</b>	<b>758 679 217</b>	<b>1 936 172 938</b>	<b>4 849 178 113</b>	<b>1 134 643 126</b>	<b>3 714 534 987</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 061 862 891)
<b>Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2005</b>						<b>2 652 672 096</b>
Total en USD au 31 décembre 2004	7 742 200 298	726 540 099	2 111 713 160	4 903 947 039	1 074 193 887	3 829 753 152

État récapitulatif des prêts en valeur nominale<sup>1</sup>  
au 31 décembre 2005

Récapitulation

Prêts approuvés en milliers de DTS					Valeur en milliers de USD					
		Au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Au 31 décembre 2005	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2005
1978	USD	68 530			68 530	68 530			0	68 530
1979	DTS	201 486			201 486	312 260			(24 875)	287 386
1980	DTS	187 228			187 228	290 164			(23 115)	267 049
1981	DTS	188 716			188 716	292 470			(23 298)	269 171
1982	DTS	103 110			103 110	159 799			(12 730)	147 069
1983	DTS	143 589			143 589	222 532			(17 727)	204 805
1984	DTS	151 708		(19 801)	131 907	235 115		(28 243)	(18 729)	188 143
1985	DTS	83 154		(11 115)	72 039	128 871		(15 854)	(10 266)	102 751
1986	DTS	63 331		(4 072)	59 259	98 150		(5 808)	(7 819)	84 523
1987	DTS	89 350		(1 459)	87 891	138 473		(2 081)	(11 031)	125 362
1988	DTS	89 149		(8 843)	80 306	138 162		(12 613)	(11 006)	114 543
1989	DTS	108 252	(115)		108 137	167 768	(164)		(13 364)	154 239
1990	DTS	106 578			106 578	165 173			(13 158)	152 015
1991	DTS	147 202	(1 173)	(8 045)	137 984	228 132	(1 673)	(11 475)	(18 173)	196 811
1992	DTS	151 345	(338)		151 007	234 552	(482)		(18 685)	215 386
1993	DTS	182 998	(4 988)	(9 000)	169 010	283 608	(7 115)	(12 837)	(22 592)	241 064
1994	DTS	184 906	(1 594)		183 312	286 565	(2 274)		(22 828)	261 463
1995	DTS	236 770	(4 291)		232 479	366 943	(6 120)		(29 231)	331 592
1996	DTS	252 681	(6 794)		245 887	391 602	(9 690)		(31 195)	350 716
1997	DTS	285 151	(5 942)		279 209	441 923	(8 475)		(35 204)	398 244
1998	DTS	294 884	(10 226)		284 658	457 007	(14 586)		(36 405)	406 016
1999	DTS	316 050	(350)		315 700	489 810	(499)		(39 019)	450 292
2000	DTS	312 250			312 250	483 921			(38 549)	445 372
2001	DTS	306 600			306 600	475 165			(37 852)	437 313
2002	DTS	271 800			271 800	421 232			(33 556)	387 677
2003	DTS	285 850			285 850	443 007			(35 290)	407 716
2004	DTS	292 000			292 000	452 538			(36 049)	416 488
2005	DTS	0			324 810					463 286
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>5 036 138</b>	<b>(35 811)</b>	<b>(62 335)</b>	<b>5 262 802</b>	<b>7 873 471</b>	<b>(51 078)</b>	<b>(88 910)</b>	<b>(621 746)</b>	<b>7 575 022</b>
	<b>USD</b>	<b>68 530</b>								
<b>Total</b>										
						(131 270)				(30 992)
<b>Ajustement de change sur les prêts décaissés</b>										
	<b>USD</b>					<b>7 742 200</b>				<b>7 544 030</b>

Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale

aux 31 décembre 2005 et 2004  
(en milliers de USD)

Durée résiduelle	2005	2004
moins de 1 an	200 641	199 115
1-2 ans	147 093	153 973
2-3 ans	150 780	159 046
3-4 ans	153 793	157 628
4-5 ans	155 705	155 196
5-10 ans	790 416	826 127
10-15 ans	656 244	663 519
16-20 ans	561 984	549 596
21-25 ans	483 106	490 863
Plus de 25 ans	414 773	474 690
<b>Total</b>	<b>3 714 535</b>	<b>3 829 753</b>

<sup>1</sup> Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. À compter de 1979, les prêts ont été libellés en DTS et, aux fins de présentation dans le bilan, le montant cumulé des prêts libellés en DTS a été calculé sur la base du taux de conversion DTS/USD de 1/1,42633 au 31 décembre 2005. Étant donné que les prêts ont été chiffrés au 31 décembre 2004 au taux alors en vigueur de 1/1,54979, leur valeur en dollars des États-Unis a diminué de 621 746 000 USD du fait de l'évolution des taux de change entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005. (Entre 2003 et 2004, la valeur des prêts en dollars des États-Unis avait augmenté de 307 579 000 USD.)

<sup>2</sup> Les remboursements incluent la participation des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays. Celle-ci s'est traduite par le remboursement anticipé d'une partie des prêts et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement. Pour plus de détails sur les contributions ayant donné lieu à des remboursements anticipés de prêts, voir l'appendice E1.

<sup>3</sup> Voir l'appendice H, note 3 e).



**État récapitulatif des prêts en valeur nominale – Programme spécial pour l'Afrique**  
aux 31 décembre 2005 et 2004

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	Encours des prêts
Prêts en DTS <sup>1</sup>	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
Angola	2 767 309		315 082	2 452 227	70 092	2 382 134
Burkina Faso	10 546 114			10 546 114	1 317 548	9 228 566
Burundi	4 494 358			4 494 358	301 201	4 193 157
Cap-Vert	2 182 547			2 182 547	316 030	1 866 517
Tchad	9 617 099			9 617 099	785 725	8 831 374
Comores	2 289 071			2 289 071		2 289 071
Djibouti	113 718			113 718	11 335	102 384
Éthiopie	6 816 469			6 816 469	1 284 710	5 531 759
Gambie	2 638 448			2 638 448	395 760	2 242 688
Ghana	22 321 239			22 321 239	2 928 109	19 393 130
Guinée-Bissau	2 126 406			2 126 406	79 740	2 046 666
Guinée	10 761 866			10 761 866	1 883 322	8 878 544
Kenya	12 387 096		1 955 237	10 431 859	1 325 892	9 105 967
Lesotho	7 481 439			7 481 439	1 033 580	6 447 859
Madagascar	1 098 064			1 098 064	18 301	1 079 763
Malawi	5 776 933			5 776 933	289 725	5 487 208
Mali	10 193 236			10 193 236	2 042 240	8 150 996
Mauritanie	19 020 121			19 020 121	2 663 786	16 356 335
Mozambique	8 291 210			8 291 210	1 761 880	6 529 330
Niger	11 118 834			11 118 834	2 115 640	9 003 194
Sénégal	23 233 906			23 233 906	2 920 906	20 313 000
Sierra Leone	1 505 254			1 505 254	37 632	1 467 622
Soudan	26 012 406		(54 839)	26 067 245	3 707 797	22 359 448
Ouganda	8 123 651			8 123 651	1 624 720	6 498 931
Tanzanie, République-Unie de	6 789 416			6 789 416	1 018 440	5 770 976
Zambie	8 606 704			8 606 704	1 719 069	6 887 635
<b>Total</b>	<b>226 312 914</b>	<b>-</b>	<b>2 215 480</b>	<b>224 097 434</b>	<b>31 653 180</b>	<b>192 444 254</b>
<b>Équivalent en USD<sup>1</sup></b>	<b>322 796 911</b>		<b>3 160 007</b>	<b>319 636 904</b>	<b>43 855 340</b>	<b>275 781 564</b>
<b>Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS</b>	<b>(1 292 541)</b>			<b>(1 292 541)</b>		<b>(1 292 541)</b>
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2005</b>	<b>321 504 370</b>		<b>3 160 007</b>	<b>318 344 363</b>	<b>43 855 340</b>	<b>274 489 023</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(111 494 768)
<b>Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2005</b>						<b>162 994 255</b>
Total en USD au 31 décembre 2004	349 502 956		9 844 450	339 658 506	35 534 700	304 123 806

**Récapitulation**

		Prêts approuvés en milliers de DTS			Valeur en milliers de USD			
		Au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	Prêts annulés	Au 31 décembre 2005	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	Prêts annulés	Variation des taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2005
1986	DTS	24 902		24 902,00	38 593		(3 075)	35 518
1987	DTS	41 292		41 292,00	63 994		(5 098)	58 896
1988	DTS	34 770		34 770,00	53 886		(14 293)	49 593
1989	DTS	25 756		25 756,00	39 916		(3 179)	36 737
1990	DTS	17 370		17 370,00	26 920		(2 145)	24 775
1991	DTS	18 246		18 246,00	28 277		(2 252)	26 025
1992	DTS	6 952		6 952,00	10 774		(858)	9 916
1993	DTS	36 076	(1 506)	34 570,00	55 910	(2 148)	(4 454)	49 308
1994	DTS	16 481	(161)	16 320,00	25 542	(229)	(2 035)	23 278
1995	DTS	6 798	(663)	6 135,00	10 536	(946)	(840)	8 751
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>228 643</b>	<b>(2 330)</b>	<b>226 313</b>	<b>354 348</b>	<b>(3 323)</b>	<b>(38 228)</b>	<b>322 797</b>

<sup>1</sup> Les prêts ont été libellés en DTS et, aux fins de présentation dans le bilan, leur montant cumulé a été calculé au taux de conversion DTS/USD au 31 décembre 2005, soit 1/1,42633. Étant donné que les prêts ont été chiffrés au 31 décembre 2004 au taux alors en vigueur de 1/1,54979, leur valeur en dollars des États-Unis a diminué de 38 228 000 USD du fait de l'évolution des taux de change entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005. (Entre 2003 et 2004, la valeur des prêts en dollars des États-Unis avait augmenté de 14 649 000 USD.)

Appendice F

**Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale**  
aux 31 décembre 2005 et 2004 (en milliers de USD)

<b>Durée résiduelle</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
Moins de 1 an	9 476	9 854
1-2 ans	8 404	9 291
2-3 ans	8 404	9 291
3-4 ans	8 404	9 291
4-5 ans	8 404	9 291
5-10 ans	42 022	46 299
10-15 ans	42 022	45 883
16-20 ans	41 546	44 186
21-25 ans	41 121	43 244
Plus de 25 ans	64 686	77 494
<b>Total</b>	<b>274 489</b>	<b>304 124</b>

Appendice F1

**État récapitulatif des dons en valeur nominale – FIDA seulement**  
Pour les exercices clos le 31 décembre (en milliers de USD)

	<b>Dons non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier 2005</b>	<b>Dons entrés en vigueur</b>	<b>Décaissements</b>	<b>Annulations</b>	<b>Reclassement/ Réévaluation</b>	<b>Dons non décaissés au 31 décembre 2005</b>
Programme de coopération élargie/ Organisations non gouvernementales	1 823	230	(1 031)	(240)		782
Composantes	1 588	2 690	(200)		(257)	3 821
Recherche	32 637	32 648	(20 955)	(547)		43 783
<b>Total 2005</b>	<b>36 048</b>	<b>35 568</b>	<b>(22 186)</b>	<b>(787)</b>	<b>(257)</b>	<b>48 386</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(6 176)
<b>Total 2005 en juste valeur</b>						<b>42 210</b>
Total 2004	35 407	21 013	(17 877)	(2 412)	(83)	36 048



**Note 1: Aperçu du Fonds et de la nature de ses opérations**

Le Fonds international de développement agricole (le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies qui existe depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur, et qui a son siège à Rome (Italie). Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci a pour ressources les contributions des États membres, les contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et le produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources supplémentaires qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanceurs. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

**Note 2: Principales règles et méthodes comptables**

**a) Principes de base**

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux normes comptables internationales appelées normes IFRS et selon la méthode d'évaluation au coût historique à l'exception des prêts et de certains comptes débiteurs et engagements qui sont comptabilisés sur la base de leur juste valeur et de leur coût après amortissement selon la méthode des taux d'intérêts effectifs. Dans le bilan, certaines données ont été incorporées et n'apparaissent plus séparément parce que les montants étaient négligeables. Des informations sont données séparément dans les comptes là où elles sont jugées être d'intérêt pour le lecteur. Une certaine réorganisation des données de l'exercice précédent a été opérée pour les rendre conformes à la présentation de l'exercice considéré.

Pour préparer les états financiers, la direction doit effectuer des estimations et retenir des hypothèses qui influent sur le montant déclaré de l'actif et du passif et la divulgation des avoirs et engagements conditionnels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés au titre des recettes et des dépenses de l'exercice, de sorte que les chiffres effectifs peuvent différer de ces estimations. Ainsi, la direction a dû avoir largement recours à son jugement pour calculer la juste valeur et le coût après amortissement des prêts, des dons non décaissés et des recettes reportées conformément à la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003) et le montant estimatif des pertes imputables à l'Initiative PPTE et aux arriérés de remboursement des prêts.

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés qui incluent les transactions et les soldes des entités suivantes:

- Le Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification;
- D'autres fonds supplémentaires, notamment les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires programmatiques, le Programme conjoint du Fonds belge de survie et le Fonds pour l'environnement mondial;
- Le Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTE;
- Le Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service.

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et largement contrôlées par ce dernier. Les données les concernant sont donc consolidées dans les états financiers du FIDA pour donner une vue plus complète et plus claire de la situation. Toutes les transactions et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires pour ces fonds peuvent être établis sur demande pour les donateurs qui en ont besoin.

Les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur puis sur la base du coût après amortissement selon la méthode des taux d'intérêts effectifs. La juste valeur initiale et, par la suite, le coût après amortissement sont calculés en appliquant des taux d'actualisation aux flux de trésorerie estimatifs afférents au prêt dont il s'agit dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé. Les taux d'actualisation sont calculés en fonction de la courbe estimative future des taux d'intérêts pour l'année selon la monnaie dans laquelle le prêt est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque-crédit afférent au pays étant donné que le prêt est accordé directement aux gouvernements et est considéré par conséquent comme une "créance souveraine". Cependant, chaque prêt non remboursé est analysé et s'il apparaît objectivement que les remboursements risquent d'être affectés, il est constitué une provision pour dépréciation estimative, conformément à la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003).

Il est également constitué une provision pour dépréciation estimative lorsque le FIDA participe à des opérations d'allègement de dettes dans le cadre de l'Initiative PPTE.

Bien que le FIDA doive, conformément aux normes comptables internationales, appliquer la méthode de la comptabilité sur la base de la juste valeur, ces normes ne sont pas censées s'appliquer spécifiquement à des activités à but non lucratif comme celles qu'entreprend le FIDA. La direction du FIDA considère qu'il n'y a pas de marché secondaire comparable pour le type de prêts accordés par le Fonds, pas plus que le FIDA n'a l'intention de vendre ses prêts. En outre, la direction considère que présenter les états financiers sur la base de la valeur nominale plutôt que de la juste valeur est une méthode qui débouche sur des données plus fiables, plus pertinentes et plus compréhensibles. Cette méthode répond également à l'information dont ont communément besoin les usagers des comptes du FIDA, outre qu'elle facilite l'adoption des décisions opérationnelles et la planification. Les usagers des comptes trouveront par conséquent les informations dont ils ont besoin à l'appendice B1, qui contient un bilan, y compris prêts, comptes débiteurs, dons non décaissés et recettes reportées, exprimés en valeur nominale. Il a été fourni pour les prêts, les comptes débiteurs, les dons non décaissés et les recettes reportées un rapprochement entre l'évaluation sur la base de leur juste valeur et du coût après amortissement selon la méthode des taux d'intérêts effectifs et les valeurs nominales (voir la note 2 f)). En outre, tous les chiffres figurant à l'appendice D, État des ressources, à l'appendice E, État des contributions des membres, à l'appendice F, État des prêts, et à l'appendice G, État de l'Initiative pour la réduction de la dette des PPTE, continueront d'être exprimés en valeur nominale.

Le portefeuille de titres du Fonds contient des titres de placement ainsi que certains titres sélectionnés qu'il entend conserver jusqu'à échéance. Le Fonds comptabilise ses titres de placement à leur juste valeur, à part ceux qu'il entend conserver jusqu'à échéance et qui sont comptabilisés au coût d'acquisition. La juste valeur est la valeur boursière à la date du bilan. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au compte des variations de change. Tous les achats et cessions de titres sont comptabilisés à la date de la transaction, c'est-à-dire le jour où le Fonds s'engage à acheter ou à vendre les titres en question.

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes.

Une contribution destinée à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement comme compte débiteur lorsque le membre intéressé dépose son instrument de contribution. Les sommes à recevoir des États membres au titre de leurs contributions et les autres comptes débiteurs, y compris les billets à ordre, ont été comptabilisés dans le bilan sur la base de leur juste valeur et du coût après amortissement conformément à la norme IAS 39 (telle que révisée).

Les méthodes suivies en ce qui concerne les provisions constituées au titre des contributions arriérées des États membres sont les suivantes:

i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contributions ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont comptabilisées comme recettes dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement, les contributions reçues sont comptabilisées comme recettes dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don est approuvé. Les dons approuvés figurent donc en tant que dépenses dans l'état des recettes et des dépenses. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés et les autres fonds supplémentaires sont comptabilisées au bilan comme recettes reportées et sont diminuées, dans l'État des recettes et des dépenses, du montant des dépenses liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (plus l'intérêt produit) auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants.

Différents donateurs ont mis des ressources humaines (cadres associés) à la disposition du FIDA pour l'aider dans ses activités. Les contributions reçues des donateurs sont comptabilisées comme recettes et les coûts connexes sont imputés aux dépenses de personnel.

Les contributions reçues au titre du Fonds fiduciaire de l'Initiative pour la réduction de la dette des PPTE et du Programme conjoint du Fonds belge de survie sont comptabilisées comme recettes dans l'état des recettes et des dépenses et imputées aux dépenses connexes.

Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. L'on trouvera une liste de ces contributions à l'appendice E1.

Les dons, à l'exception des activités de cofinancement mentionnées ci-dessus, sont comptabilisés comme dépenses à la date à laquelle le montant approuvé devient effectif et les montants non décaissés sont comptabilisés comme engagements sur la base de leur juste valeur conformément à la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003).

Des provisions sont constituées lorsque des éléments passés ont créé une obligation juridique ou présumée pour le Fonds, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour régler l'obligation en question et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite. Les engagements au titre des congés annuels et des congés de longue durée des employés sont comptabilisés à la date à laquelle les employés peuvent s'en prévaloir. Il est constitué une provision au titre du montant estimatif des engagements au titre des congés annuels et des paiements dus à la cessation de service des employés à la date du bilan.

Le coût du mobilier et du matériel de bureau est directement comptabilisé comme dépenses au moment de son achat. Les dépenses en question ne sont pas significatives dans le contexte de l'actif total des comptes consolidés du FIDA et donc de la situation financière

présentée. En outre, les dépenses annuelles n'ont pas d'effet significatif sur les résultats comptables des opérations. Enfin, les dépenses correspondant à l'essentiel du mobilier de bureau et certains matériels sont remboursées au FIDA et ceux-ci sont donc de fait la propriété du gouvernement hôte. Le FIDA tient l'inventaire du mobilier et du matériel et effectue des contrôles pour gérer correctement cet actif.

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent des recettes sur les dépenses, net des effets de la variation des taux de change. Le solde est considéré comme une réserve à titre comptable seulement; il est en fait intégralement engagé pour des prêts et des dons. D'un point de vue opérationnel, il convient de se reporter à l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice D).

#### b) Périmètre de consolidation

Les financements apportés pour des fonds supplémentaires ont essentiellement les emplois suivants: dons d'assistance technique, cofinancements, recrutement de cadres associés et activités programmatiques ou thématiques.

Les fonds supplémentaires administrés par le FIDA englobent aussi le Programme conjoint du Fonds belge de survie, dont les activités visent essentiellement à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages dans des régions spécifiques de pays en développement, et à renforcer les capacités et l'autonomie des populations. Le Programme conjoint du Fonds belge de survie est hébergé par le FIDA, mais son programme de travail est établi en accord avec le Gouvernement belge dans le cadre des réunions annuelles des comités directeurs. Depuis 2002, le FIDA est l'agent d'exécution chargé de la supervision du Fonds pour l'environnement mondial.

Le FIDA a établi deux fonds fiduciaires pour l'Initiative PPTE et pour l'assurance maladie après cessation de service dont les transactions et les soldes sont inclus dans ces états financiers consolidés. Pour plus amples informations, voir les notes 7 c) et 11.

#### Entités hébergées par le FIDA

Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne sont pas directement liées à ses activités principales et ne sont donc pas incluses dans les comptes du FIDA. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement "Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté") et du Mécanisme mondial (GM) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Ces entités distinctes publient leurs propres états financiers.

#### c) Conversion des monnaies et variations de change

En tant qu'organisation internationale, le Fonds effectue ses opérations en différentes monnaies mais, pour le moment, tient sa comptabilité en dollars des États-Unis. Ses états financiers sont libellés en cette monnaie à la seule fin de présenter sa situation financière.

Tous les éléments du bilan, à l'exception des contributions des membres du FIDA exprimées en une monnaie autre que le dollar des États-Unis, ont été convertis sur la base des taux de change du marché à la clôture de l'exercice. Les contributions des membres ont été converties aux taux du marché à la date de la réception pour les versements en espèces, y compris les tirages, et aux taux du marché à la date du décaissement dans le cas des montants payés en monnaies non convertibles.

Le bilan du FIDA est également présenté en DTS (appendice B1), étant donné que la majorité des actifs du Fonds sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. Cet état est présenté uniquement pour information et est exprimé en valeurs nominales comme indiqué dans la note 2 a).

Les recettes et les dépenses exprimées en des monnaies autres que le dollar des États-Unis ont été converties sur la base des taux de change pratiqués pendant la période considérée.

Les ajustements de change résultant de la conversion des éléments de l'actif et du passif en des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont portés au crédit ou au débit d'un compte des variations de change et inclus dans l'état des recettes et des dépenses.

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre des trois dernières années sont les suivants:

Année	USD
2003	1,48644
2004	1,54979
2005	1,42633

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

	Milliers de USD	
	2005	2004
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier	939 470	690 797
Variations de change de l'exercice sur:		
Liquidités et placements	(165 559)	84 093
Actions	(1 074)	7 586
Titres détenus jusqu'à échéance	(20 705)	-
Comptes débiteurs/créditeurs nets	818	674
Encours des prêts et des dons	(216 684)	155 937
Billets à ordre et sommes à recevoir des membres	(40 641)	23 166
Contributions des membres	<u>38 625</u>	<u>(22 783)</u>
Total des variations de change pour l'exercice	(405 220)	248 673
Solde de clôture au 31 décembre	<u>534 250</u>	<u>939 470</u>

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

#### d) État consolidé des flux de trésorerie

Aux fins de l'état des flux de trésorerie, les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Les actions, les comptes créditeurs nets au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie, conformément à la norme comptable applicable.

#### e) Ressources du FIDA disponibles pour engagement

Les ressources disponibles pour engagement sont constituées par les ressources en monnaies librement convertibles, telles qu'elles sont définies à la section 1 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui ont été versées par les membres et d'autres entités ou qui proviennent ou proviendront du produit des opérations ou des remboursements de prêts effectués par les emprunteurs, dans la mesure où lesdites ressources n'ont pas déjà été engagées pour des prêts et des dons ou versées à la Réserve générale.

Les principes qui déterminent les ressources disponibles pour engagement sont les suivants:

i) Seuls les paiements effectifs reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre sont inclus dans les ressources disponibles pour engagement. La valeur des montants en espèces ou sous forme de billets à ordre dus au titre des instruments de contribution mais non payés n'est pas comptabilisée dans les ressources disponibles pour engagement.

ii) Des provisions pour arriérés de tirages sur billets à ordre ont été constituées conformément aux principes exposés à la section a) ci-dessus.

iii) Comme indiqué dans la note 2 a) ci-dessus, les billets à ordre et les engagements au titre des prêts (prêts entrés en vigueur mais non décaissés, prêts approuvés et signés mais pas encore en vigueur et prêts pas encore signés) et les dons non décaissés sont comptabilisés à leur valeur nominale dans l'État des ressources disponibles pour engagement dans la mesure où celui-ci constitue un rapport opérationnel destiné

uniquement à des fins de gestion qui n'est donc pas soumis aux règles relatives aux états financiers de la norme IAS 39 (telle que révisée).

iv) Le Conseil d'administration peut avoir recours à un pouvoir d'engagement anticipé (PEA), avec prudence et circonspection, pour compenser, d'année en année, les fluctuations des ressources disponibles pour engagement et pour constituer une réserve de ressources. Le Fonds a eu recours au PEA en 2005, les ressources ordinaires ne suffisant pas à financer ses engagements au titre des prêts et des dons.

Un prêt ou un don est considéré comme engagé lorsqu'un accord formel a été signé entre le Fonds et le bénéficiaire du prêt ou du don. Les coûts encourus au titre du MFDP sont considérés comme étant engagés lorsque chaque type d'activité atteint l'étape à laquelle ils correspondent. Le Conseil d'administration du Fonds examine à chacune de ses sessions l'état des ressources disponibles pour engagement afin de s'assurer que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour financer les prêts et les dons soumis à son approbation.

#### f) Changements de présentation comptable

En 2005, le Fonds a révisé ses principes comptables concernant la base de l'évaluation de son portefeuille de prêts, des contributions à recevoir, des billets à ordre, des dons non décaissés et des recettes reportées afin de se conformer à certaines modifications apportées à la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003), applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Avant 2005, le FIDA comptabilisait les avoirs et engagements susmentionnés à leur valeur nominale. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, le FIDA les comptabilisera initialement sur la base de l'estimation de leur juste valeur et par la suite sur la base du coût après amortissement. Les effets comptables de ce changement sont reflétés dans les postes ci-après du bilan au 31 décembre 2005.

	Milliers de USD		
	Avant le changement	Impact du changement	Solde recalculé
Billets à ordre des États membres	322 850	(15 254)	307 596
Contributions à recevoir	241 855	(11 425)	230 430
Prêts non remboursés	4 003 639	(1 173 357)	2 830 282
Moins: provision cumulée pour dépréciation	(140 634)	89 354	(51 280)
Moins: provision cumulée pour l'Initiative PPTE	<u>(264 527)</u>	<u>94 294</u>	<u>(170 233)</u>
Montant net des prêts non remboursés	3 598 478	(989 709)	2 608 769
Dons non décaissés	(79 657)	8 592	(71 065)
Recettes reportées	(71 384)	5 403	(65 981)
Total des contributions	(4 639 397)	21 273	(4 618 124)
Total des bénéfices non distribués	(1 530 613)	981 120	(549 493)

L'impact de ce changement peut également être illustré comme suit:

Milliers de USD			
Recettes totales de 2005 moins dépenses	Variations de change	Bénéfices non distribués de 2004	Impact total du changement
71 521	90 167	(1 142 808)	(981 120)

**Note 3: Prêts**

**a) Généralités**

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés aux pays en développement qui sont membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt entre en vigueur lorsque le FIDA a reçu de l'emprunteur un avis juridique satisfaisant et lorsque les autres conditions préalables éventuelles ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès l'entrée en vigueur du prêt.

Pour tous les prêts du Fonds approuvés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1979, le remboursement du principal et le paiement des intérêts sont exigibles dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt, pour un montant équivalant à la somme due en DTS, calculée sur la base des taux appliqués par le Fonds monétaire international (FMI) aux dates correspondantes. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux dispositions de l'accord de prêt. Pour les prêts approuvés en 1978, le remboursement du principal et le paiement des intérêts doivent être effectués dans la même monnaie que la partie correspondante de la somme avancée, ou de la manière précisée dans l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions des prêts sont les suivantes:

“a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de quarante (40) ans, différé d'amortissement de dix (10) ans compris; b) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, différé d'amortissement de cinq (5) ans compris; c) les prêts consentis aux conditions ordinaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement allant de quinze (15) ans à dix-huit (18) ans, différé d'amortissement de trois (3) ans compris; d) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts.”

**b) Provision cumulée pour dépréciation**

La provision est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on peut appliquer une méthode semblable à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision sera constituée dès lors que, en l'absence d'un plan de règlement convenu, un versement dû au titre du prêt aura plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai sont considérés comme inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, la provision s'applique à l'intégralité du principal non remboursé. La date à partir de laquelle commencent à courir les délais susmentionnés est celle du bilan.

On trouvera ci-dessous une analyse de la provision cumulée pour dépréciation:

	Milliers de USD	
	2005	2004
Solde en début d'exercice	114 060	60 525
Augmentation nette de la provision	35 872	48 991
Réévaluation	(9 298)	4 544
Solde en fin d'exercice en valeur nominale	140 634	114 060
Ajustement sur la base de la juste valeur	(89 354)	
Solde en juste valeur	51 280	

**c) Situation de non-comptabilisation**

En cas de paiements en retard de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme recettes que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches se poursuivent auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

Si ces sommes avaient été comptabilisées, le produit des prêts indiqué dans l'État des recettes et des dépenses pour l'exercice 2005 aurait été supérieur de 2 935 000 USD (contre 2 893 000 USD en 2004). Dans le cas du PSA, le chiffre correspondant est de 58 000 USD (contre 52 000 USD en 2004). Les États membres concernés sont indiqués ci-après:

**i) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – FIDA**

	31 décembre 2005			
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2005	En retard de paiement depuis
République centrafricaine	30 361	3 756	309	mai 2001
Cuba	11 850	11 850	489	sept. 1989
R.D. du Congo	24 401	6 570	253	févr. 1993
Guinée équatoriale	2 067	70	6	avril 2005
Guinée-Bissau	6 255	1 360	65	nov. 1995
Libéria	14 520	10 816	436	nov. 1995
Seychelles	503	309	41	janv. 2002
Sierra Leone	22 776	2 338	249	mars 1998
Îles Salomon	3 164	456	33	avril 2001
Somalie	24 673	11 019	255	janv. 1991
Togo	22 885	2 896	225	sept. 2000
Zimbabwe	23 636	7 445	574	oct. 2001
<b>Total</b>	<b>187 091</b>	<b>58 885</b>	<b>2 935</b>	

**ii) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – PSA**

	31 décembre 2005			
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2005	En retard de paiement depuis
Guinée-Bissau	2 919	569	30	déc. 1995
Sierra Leone	2 093	80	22	mars 1998
Comores	2 289	79	6	mars 2005
<b>Total</b>	<b>7 301</b>	<b>728</b>	<b>58</b>	

Le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2005 comprend un montant de 31 000 USD (contre 712 000 USD en 2004) perçu au titre d'exercices antérieurs.

On trouvera à l'appendice F un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements de prêts.

**d) Analyse détaillée des soldes des prêts**

Les soldes indiqués ci-après sont exprimés en valeur nominale.

	Milliers de USD	
	2005	2004
<b>FIDA – prêts approuvés, moins annulations et ajustement pour variation de la valeur du total des prêts en DTS exprimée en USD (appendice F)</b>		
<b>Milliers de USD</b>		
<b>2005 – USD 7 544 030</b>		
<b>2004 – USD 7 742 200</b>		
Prêts en vigueur	6 785 351	7 015 660
Solde non décaissé	(1 936 172)	(2 111 713)

Remboursements	(1 134 643)	(1 074 194)
Intérêt/principal à recevoir	<u>13 827</u>	<u>18 425</u>
Encours des prêts, en valeur nominale	3 728 363	<u>3 848 178</u>
Ajustement sur la base de la juste valeur	<u>(1 061 863)</u>	
Encours des prêts, en juste valeur	2 666 500	

PSA – prêts approuvés, moins annulations et ajustement pour variation de la valeur du total des prêts en DTS exprimée en USD (appendice F)

**Milliers de USD**

**2005 – USD 321 504**

**2004 – USD 349 503**

Prêts en vigueur	321 504	349 503
Solde non décaissé	(3 160)	(9 844)
Remboursements	(43 855)	(35 535)
Intérêt/principal à recevoir	<u>787</u>	<u>906</u>
Encours des prêts, en valeur nominale	275 276	<u>305 030</u>
Ajustement sur la base de la juste valeur	<u>(111 494)</u>	
Encours des prêts, en juste valeur	<u>163 782</u>	

**Total** – prêts approuvés, moins annulations et ajustement pour variation de la valeur des prêts en DTS exprimée en USD

**Milliers de USD**

**2005 – USD 7 865 534**

**2004 – USD 8 091 703**

Prêts en vigueur	7 106 855	7 365 163
Solde non décaissé	(1 939 332)	(2 121 557)
Remboursements	(1 178 498)	(1 109 729)
Intérêt/principal à recevoir	<u>14 614</u>	<u>19 331</u>
Encours des prêts, en valeur nominale	4 003 639	<u>4 153 208</u>
Ajustement sur la base de la juste valeur	<u>(1 173 357)</u>	
Encours des prêts, en juste valeur	<u>2 830 282</u>	

**e) Prêts à des États non membres**

**Fonds pour Gaza et la Cisjordanie (FGC)**

À sa vingt et unième session, en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie. Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

**Note 4: Produit des liquidités et des placements**

**a) Principes de base**

Le Président peut placer ou investir les fonds versés en espèces qui ne sont pas immédiatement nécessaires pour l'exécution des opérations du Fonds ou pour faire face aux frais administratifs.

En plaçant les ressources du Fonds, le Président est avant tout guidé par des considérations de sécurité et de liquidité. Dans ces limites, le Président cherche à obtenir le rendement le plus élevé possible, sans avoir recours à la spéculation.

Le produit des placements peut, entre autres, être utilisé par le Fonds pour couvrir ses dépenses administratives et autres, conformément au budget approuvé.

**b) Gestion du portefeuille de placements**

Au premier trimestre de 2005, le FIDA a liquidé le reste de son portefeuille d'actions pour investir un montant de 400 millions de USD dans des titres obligataires de haute qualité qui seront détenus jusqu'à l'échéance, à la suite de quoi la politique fixant la répartition entre les divers actifs a été modifiée comme suit: liquidités: 5,5%; obligations d'État: 49%; titres diversifiés à revenu fixe: 25,5%; et obligations indexées sur l'inflation: 20%.

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à un certain nombre de gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux directives du Fonds. Au 31 décembre 2005, les fonds sous gestion extérieure se chiffraient à 2 042,1 millions de USD (contre 2 395,4 millions de USD en 2004), ce qui représente environ 82,9% (contre 88,7% en 2004) du total des liquidités et placements.

**c) Gestion des risques**

Pour faire face aux risques attachés à ses placements, le FIDA a adopté des directives en la matière, ainsi que des dispositions concernant la garde de ses fonds:

**i) Risque de crédit:** Les directives en matière de placements autorisent les instruments suivants: dépôts à terme auprès de banques commerciales sélectionnées, obligations émises ou garanties par des États, obligations de sociétés, obligations émises par des banques multilatérales de développement, et produits dérivés (sauf contrats à terme couverts) négociés sur des places organisées. Le choix des établissements bancaires et des émetteurs d'emprunts obligataires tient compte de la cote de crédit qui leur est attribuée par les grandes agences de cotation financière.

**ii) Risque de marché:** Les risques encourus sur le marché sont pris en compte en modifiant la structure des échéances du portefeuille en fonction de l'évolution des cours des titres. La durée de la part du portefeuille investie en titres à revenu fixe ne peut être supérieure à deux ans de plus que celles qui sont retenues comme référence pour les catégories respectives de titres à revenu fixe. Les options et les opérations à terme sont utilisées pour gérer le risque de marché plutôt qu'à des fins de transaction.

**iii) Risque de change:** La plupart des engagements du Fonds sont libellés en DTS. En conséquence, les avoirs du Fonds, portefeuille de placements et billets à ordre compris, sont gérés de manière que, dans la mesure du possible, les engagements au titre des prêts et des dons non décaissés libellés en DTS aient pour contrepartie des actifs libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. De même, les montants affectés à la Réserve générale et les engagements de dons libellés en dollars des États-Unis ont pour contrepartie des actifs libellés dans la même monnaie.

Afin d'améliorer ses rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer, en les couvrant, des opérations à terme sur devises afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses actifs et ses engagements libellés en droits de tirage spéciaux (DTS) et en dollars des États-Unis.

**iv) Risque de garde:** Le FIDA a confié la garde de ses placements à une grande banque spécialisée dans ce domaine. Cet établissement bancaire reçoit et conserve les fonds, tient des comptes distincts pour chacune des composantes du portefeuille de placements sous gestion extérieure, et exécute les opérations de placement lancées par les gestionnaires extérieurs.

**d) Instruments dérivés**

Les directives du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants:

**i) Contrats à terme:** Les contrats à terme en cours en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	<b>31 décembre</b>	
	<b>2005</b>	<b>2004</b>
Nombre de contrats ouverts:		
Achat	547	967
Vente	438	950
Gains/(pertes) nets latents (milliers de USD)	(544)	15
Échéances	67 à 352 jours	31 à 437 jours

Les instruments sur lesquels portaient les contrats à terme ouverts au 31 décembre 2005 étaient des obligations d'État et des devises.



ii) **Options:** Le FIDA limite ses opérations dans ce domaine aux options négociées sur des places organisées. Il n'émet pas de contrats d'option. Les contrats d'option en cours en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	31 décembre	
	2005	2004
Nombre de contrats ouverts:		
Achat		
Vente	323	225
Valeur boursière - gain/ (perte) (milliers de USD)	14	(59)
Gains/(pertes) nets latents (milliers de USD)	(141)	37
Échéances	170 à 261 jours	49 à 77 jours

Les contrats d'option ouverts au 31 décembre 2005 avaient pour instruments sous-jacents des obligations d'État.

iii) **Couverture de contrats à terme:** Au 31 décembre 2005, les contrats à terme affichaient un gain latent de 2 303 000 USD (contre une perte de 898 000 USD en 2004). Leurs échéances s'échelonnaient entre 4 à 79 jours au 31 décembre 2005 (entre 6 et 76 jours au 31 décembre 2004).

Les contrats à terme ouverts au 31 décembre 2005 avaient pour instruments sous-jacents des options en devises.

e) **Produit des liquidités et des placements**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 74 653 000 USD (contre 115 934 000 USD en 2004). Ce chiffre brut ne comprend pas les frais directs imputables sur le produit des placements, soit 3 513 000 USD (6 633 000 USD en 2004), qui sont inclus dans les dépenses.

	Milliers de USD	
	2005	2004
Intérêts sur titres à revenu fixe	82 028	74 854
Dividendes d'actions	755	6 204
Produit net des contrats à terme et des options	2 218	4 257
Plus-values/(pertes) sur titres à revenu fixe	(9 645)	6 755
Plus-values/(pertes) sur les actions	4 496	18 782
Plus-values/(pertes) latentes sur titres à revenu fixe	(11 543)	1 666
Revenu des prêts de titres et recouvrement de commissions	802	738
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	<u>5 542</u>	<u>2 678</u>
Total	<u>74 653</u>	<u>115 934</u>

Les chiffres indiqués ci-dessus comprennent le produit du portefeuille de titres détenus jusqu'à échéance, à savoir 10,2 millions de USD.

Ces chiffres comprennent le produit des entités consolidées, à savoir:

	Milliers de USD	
	2005	2004
FIDA	71 693	115 239
Fonds fiduciaire du plan d'assurance maladie après cessation de service	545	360
Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE	1 430	810
PC-FBS	305	343
Autres fonds supplémentaires	1 755	628
Moins: recettes reportées/reclassées	(1 075)	(920)
Moins: gain comptable au titre de l'AMACS	-	(526)
Total	<u>74 653</u>	<u>115 934</u>

Le taux moyen de rendement des liquidités et des placements consolidés en 2005 s'est établi à 3,1% brut et 2,9% net de charges (contre 4,6% brut et 4,4% net de charges en 2004). Le taux moyen de rendement des liquidités et placements du FIDA en 2005 s'est établi à 3,1% brut et 2,95% net de charges (contre 4,7% brut et 4,5% net de charges en 2004).

**Note 5: Recettes provenant d'autres sources**

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. La ventilation est la suivante:

	Milliers de USD	
	2005	2004
Commissions de service	332	120
Remboursements du gouvernement hôte	8 613	7 876
Recettes provenant d'autres sources	<u>847</u>	<u>587</u>
Total	<u>9 792</u>	<u>8 583</u>

**Note 6: Recettes provenant des contributions**

	Milliers de USD	
	2005	2004
Fonds supplémentaires	13 541	15 496
PC-FBS	4 236	2 963
Initiative PPTE	2 931	31 177
Total	<u>20 708</u>	<u>49 636</u>

**Note 7: Effectifs, pensions et assurance médicale**

a) **Effectifs**

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de prestations offerts par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le plan d'assurance maladie après cessation de service géré par la FAO.

Le nombre de postes du Fonds – non compris ceux du Président et du Vice-Président – approuvés au 31 décembre s'établissait comme suit:

	2005	2004
<b>Postes du FIDA</b>		
Cadre organique	149,5	144,0
Services généraux	<u>167,5</u>	<u>172,5</u>
Total	<u>317,0</u>	<u>316,5</u>

Le nombre d'agents figurant sur les états de paie du Fonds et des autres entités consolidées, par principale source budgétaire, s'établissait comme suit au 31 décembre 2005:

	Cadre organique	Services généraux	Total
FIDA budget administratif	168	265	433
FIDA MFDP	14	30	44
FIDA autres sources	14	35	49
PC-FBS	1	4	5
Cadres associés	14	-	14
Fonds programmatiques	18	6	24
<b>Total 2005</b>	<u>229</u>	<u>340</u>	<u>569</u>
Total 2004	<u>216</u>	<u>287</u>	<u>503</u>

La différence entre les postes approuvés et le nombre d'agents figurant sur les états de paie représente les personnes recrutées sur des contrats temporaires. Les chiffres ci-dessus comprennent 56 agents qui, au 31 décembre 2005, avaient été recrutés sur la base de contrats temporaires rémunérés à la journée; en 2004, les agents se trouvant en pareille situation ne figuraient pas sur les états de paie.

Comme les années précédentes, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires pour lui permettre de couvrir ses besoins opérationnels.

**b) Pensions**

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière de l'Organisation vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des Statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charges dans le compte de résultat de manière qu'il soit réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La dernière évaluation actuarielle, établie au 31 décembre 2003, a fait apparaître un excédent actuariel s'élevant à 1,14% de la rémunération soumise à retenue pour pension. Les résultats de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2005 n'étaient pas disponibles à la date d'établissement des comptes. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel (actuellement payées par l'affilié et le FIDA à hauteur de 7,9% et 15,8% respectivement de la rémunération soumise à retenue pour pension) et serait responsable, au prorata de sa part, de tout déficit. Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2005 s'est élevé à 6 798 000 USD (contre 6 250 000 USD en 2004). La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et, en conséquence, il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Le FIDA n'étant pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions, il ne comptabilise rien dans son actif à cet égard, et ne présente aucune autre information ayant trait aux prestations de retraite, comme le rendement des avoirs de la Caisse.

**c) Assurance maladie après cessation de service**

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un système d'assurance maladie après cessation de service géré par la FAO, à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 1995, la FAO a engagé un actuaire pour déterminer le montant des engagements non provisionnés de ce plan, dont la part du FIDA est actuellement calculée sur la base des effectifs.

La dernière évaluation actuarielle a été effectuée au 31 décembre 2005 et ses résultats figurent dans un rapport publié en mars 2006. L'évaluation a été effectuée à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 4,5%; augmentations de salaires prévues: 2,5%; augmentation des frais médicaux: 6,5% en 2006, puis baisse linéaire jusqu'à 4,5% sur 10 ans; inflation: 2,0%; taux de change: 1 EUR = 1,13 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2005 était de l'ordre de 27,9 millions de USD. Les états financiers des exercices 2005 et 2004 comprennent la provision et les actifs suivants au 31 décembre:

	Millions de USD	
	2005	2004
<b>Coûts des prestations (services passés)</b>		
Total provision reportée	15,0	23,3
Charge totale pour 2005	11,1	-
Reclassement du coût des prestations (services de l'exercice)	1,8	-
Gain comptable	-	(8,3)
Provision reportée	<u>27,9</u>	<u>15,0</u>

**Coût des prestations (services de l'exercice)**

Provision reportée	1,0	4,0
Charge imputée à l'exercice	0,8	1,0
Gain comptable	-	(3,5)
Reclassement des engagements cumulés	-	(0,5)
Reclassement du coût des prestations (services de l'exercice)	(1,8)	-
Provision cumulée	-	1,0
Coût total (amorti)/ imputé à l'exercice	<u>11,1</u>	<u>(12,3)</u>
<b>Intérêts échus</b>		
Intérêts reportés	0,4	0,5
Gain comptable	-	(0,5)
Reclassement des intérêts échus	(0,9)	-
Intérêts sur les soldes	<u>0,5</u>	<u>0,4</u>
Intérêts cumulés	-	0,4
Provision totale au 31 décembre	<u>27,9</u>	<u>16,4</u>

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2005, ce coût, inclus dans les salaires et prestations du personnel, s'est élevé à 800 000 USD, 993 000 USD en 2004, y compris un montant de quelque 136 000 USD relatif à l'exercice précédent.

Conformément à la norme comptable internationale applicable, le FIDA a créé un fonds fiduciaire auquel les actifs du système d'assurance maladie après cessation de service sont transférés pour pouvoir être comptabilisés comme tels et donc utilisés pour compenser les engagements estimés du FIDA au titre de la couverture médicale de ses anciens agents.

**Note 8: Frais financiers directs (banques et placements)**

	Milliers de USD	
	2005	2004
Frais de gestion des placements	(3 890)	(5 717)
Autres charges (valeur nette)	(765)	(267)
Recouvrement d'impôts	<u>1 548</u>	-
Total	<u>(3 107)</u>	<u>(5 984)</u>

En 2005, le FIDA a obtenu le remboursement des retenues d'impôts sur les revenus des placements d'exercices antérieurs. Pour plus de détails, voir la note 21 b).

**Note 9: Dépenses d'exploitation**

Une ventilation des dépenses d'exploitation par principales sources de financement est présentée dans l'appendice A1.

Le Mécanisme de financement du développement des programmes finance les dépenses pluriannuelles afférentes à la conception, à l'exécution et à la supervision des projets et programmes financés par les prêts et les dons du FIDA. Lorsqu'un engagement est pris au titre du MFDP, le coût correspondant est comptabilisé comme dépenses sous une rubrique distincte de l'État des recettes et des dépenses, et enregistré au passif du bilan pour les montants non décaissés. Les engagements au titre du MFDP sont déduits des ressources disponibles pour engagement lorsque les activités auxquelles ils correspondent deviennent effectives, compte tenu des différentes étapes prévues pour chacune d'entre elles.

Les coûts relatifs au MFDP, ainsi qu'au PTS, sont comptabilisés de manière différente selon la nature de la dépense à laquelle ils correspondent.

**Note 10: Dons**

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons font l'objet d'une ligne de dépenses séparée dans l'État des recettes et des dépenses au moment où ils deviennent effectifs, et sont enregistrés au passif du bilan pour les montants non décaissés. Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice pendant lequel l'annulation prend effet. Comme les années

précédentes, en revanche, les dons sont déduits des ressources disponibles à la date de leur approbation par l'autorité compétente.

Les dons incluent le financement de deux entités hébergées par le FIDA, la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Mécanisme mondial:

	Milliers de USD	
	2005	2004
Coalition internationale pour l'accès à la terre	638	1 400
Mécanisme mondial	-	1 250
Total	<u>638</u>	<u>2 650</u>

**Note 11: Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés**

**a) Historique de l'Initiative PPTE**

Le FIDA participe à l'Initiative du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de partenariats avec des pays ayant des arriérés, ou susceptibles d'en avoir à l'avenir, en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE. Ce fonds reçoit du FIDA (sur approbation du Conseil d'administration) et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. (Voir l'appendice G pour plus de détails). Les montants correspondant aux obligations annuelles doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire, dans la limite des ressources disponibles.

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 59,7 millions de USD au cours de la période 1998-2005. On trouvera à l'appendice E1 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

**b) Impact de l'Initiative PPTE**

Lorsque le Conseil d'administration approuve un allègement de dette pour un pays donné, la valeur nominale de la fraction de principal incluse dans le coût estimatif de l'allègement est déduite du montant décaissé et de l'encours des prêts ainsi que des recettes. Cette provision fait l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur nominale des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important.

La provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE est réduite lorsque le fonds fiduciaire fournit la contrepartie des allègements de dette (voir l'alinéa c) ci-après).

L'appendice G contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être dans l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration excluent tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Burundi, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Libéria, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, Somalie, Soudan et Togo. À la fin de l'exercice 2003, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont annoncé l'allègement de la dette de ces pays. Il est prévu que le FIDA reçoive du Conseil d'administration en 2006-2008 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements ainsi consentis. Au moment où les états financiers de l'exercice 2005 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 179 029 000 USD (156 355 000 USD en 2004).

Le produit brut des placements du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE s'est élevé à 1 430 000 USD (810 000 USD en 2004).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

	Milliers de USD		
	2005	Variation	2004
Contributions du FIDA 1998-2005	59 670	-	59 670
Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	210 269	68 232	142 037
Écarts de change nets cumulés	19 656	(20 894)	40 550
Coût total cumulé pour le FIDA	<u>289 595</u>	<u>47 338</u>	<u>242 257</u>
Contributions totales de sources extérieures (appendice E1)	62 928	2 931	59 997
Produit net cumulé des placements	4 008	1 429	2 579
Total (appendice G)	<u>356 531</u>	<u>51 698</u>	<u>304 833</u>

**c) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE**

Lorsque le Conseil d'administration approuve un allègement de dette, la valeur nominale estimative de la fraction de principal incluse dans l'allègement qui sera consenti au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette est comptabilisée comme dépenses sous la rubrique Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE, et elle est compensée par les sommes à recevoir du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE, dans la limite des ressources disponibles. Ces montants ne comprennent aucun des allègements de dette effectivement accordés à ce jour. Les soldes des exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

	Milliers de USD	
	2005	2004
Solde d'ouverture	240 112	255 972
Remboursements de principal	(19 459)	(21 853)
Variation de la provision	64 768	(4 019)
Moins écarts de change	<u>(20 894)</u>	<u>10 012</u>
Solde de clôture	264 527	<u>240 112</u>
Ajustement sur la base de la juste valeur	<u>(94 294)</u>	
Équivalent en juste valeur	<u>170 233</u>	

**Note 12: Soldes des liquidités et placements**

**a) Ventilation des soldes**

	Milliers de USD	
	2005	2004
Liquidités non soumises à restriction	249 762	172 346
Liquidités soumises à restriction (note 12 b))	<u>69</u>	<u>332</u>
Total	<u>249 831</u>	<u>172 678</u>
Placements non soumis à restriction	2 384 115	2 688 674
Placements soumis à restriction (note 12b))	<u>655</u>	<u>386</u>
Total	<u>2 384 770</u>	<u>2 689 060</u>

**b) Liquidités et placements soumis à restriction**

**i) Monnaies non librement convertibles:** Au 31 décembre 2005, les liquidités et placements détenus par le Fonds en monnaies non librement convertibles s'élevaient respectivement à 69 000 USD (contre 332 000 USD en 2004) et 655 000 USD (contre 386 000 USD en 2004).

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les montants versés au Fonds par les États membres de la catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions supplémentaires, sont soumis à restriction.

**c) Composition du portefeuille de placements par instrument**

Au 31 décembre 2005, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, à l'exception des avoirs soumis à restriction et en monnaies non convertibles, se chiffraient à 2 477 006 000 USD (contre 2 698 821 000 USD en 2004). Ils se décomposaient comme suit:

	Milliers de USD	
	2005	2004
Liquidités	249 762	172 346
Titres à revenu fixe	2 173 120	2 102 698
Gains/(pertes) latents sur contrats à terme	2 303	(898)
Dépôts à terme et autres effets bancaires	208 372	309 681
Actions	-	278 475
Contrats à terme	306	(1 224)
Options	14	(59)
Total des liquidités et placements	2 633 877	2 861 020
Sommes à recevoir sur cessions de titres	87 983	40 176
Sommes à payer sur achats de titres	(244 854)	(202 374)
<b>Total</b>	<b>2 477 006</b>	<b>2 698 821</b>

Les placements en titres à revenu fixe comprenaient, au 31 décembre 2005, 390,9 millions de USD de titres détenus jusqu'à échéance (2004: néant). Pour de plus amples détails, voir la note 12 f).

**d) Composition du portefeuille de placements par monnaie**

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	Milliers de USD	
	2005	2004
Euro	732 032	752 169
Yen japonais	327 251	387 379
Livre sterling	219 315	320 708
Dollar des États-Unis	1 162 038	1 175 746
Autres monnaies	36 370	62 819
<b>Total</b>	<b>2 477 006</b>	<b>2 698 821</b>

**e) Composition du portefeuille de placements par échéance**

Au 31 décembre, la composition des liquidités et des placements par échéance était la suivante:

	Milliers de USD	
	2005	2004
Un an ou moins	672 958	580 880
Un à cinq ans	1 182 698	1 204 964
Cinq à dix ans	169 883	230 875
Plus de dix ans	451 467	403 947
Sans échéance fixe (actions)	-	278 155
<b>Total</b>	<b>2 477 006</b>	<b>2 698 821</b>

Au 31 décembre 2005, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance était de 81 mois (contre 80 mois en 2004).

**f) Placements en titres détenus jusqu'à échéance (en milliers de USD)**

	USD	Euro	Toutes monnaies
	Liquidités	10 915	1
Obligations de sociétés	29 875	71 596	101 471
Obligations d'organismes publics	80 115	37 188	117 303
Bons d'État	20 190	70 500	90 690
Obligations d'entités supranationales	60 367	10 133	70 500
<b>Total</b>	<b>201 462</b>	<b>189 418</b>	<b>390 880</b>

Au 31 décembre 2005, la composition par échéance des titres détenus jusqu'à échéance était la suivante:

Échéance	Milliers de USD
Moins d'un an	88 304
Un à deux ans	77 104
Deux à trois ans	76 181
Trois à quatre ans	76 730
Quatre à cinq ans	72 561
<b>Total</b>	<b>390 880</b>

L'échéance de tous les titres ci-dessus est à 3 mois au moins de la date d'acquisition.

**Note 13: Billets à ordre et sommes à recevoir des contributeurs**

	Milliers de USD	
	2005	2004
Billets à ordre à encaisser		
Contributions aux reconstitutions	298 614	352 804
Contributions au FBS	24 236	31 522
<b>Total</b>	<b>322 850</b>	<b>384 326</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(15 254)	
Billets à ordre à encaisser en juste valeur	307 596	
Contributions à recevoir		
Contributions aux reconstitutions	213 520	351 569
Contributions au FBS	12 958	-
Contributions supplémentaires	15 377	7 857
<b>Total</b>	<b>241 855</b>	<b>359 426</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(11 425)	
Contributions à recevoir en juste valeur	230 430	

**a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième reconstitutions des ressources**

Ces contributions ont été intégralement acquittées, sous réserve de ce qui est indiqué dans le tableau ci-dessous:

**Contributions non versées/encaissées au 31 décembre 2005**

Donateur	Milliers de USD	
	Reconstitution	Montant
Argentine	Cinquième	1 500
Australie <sup>1</sup>	Cinquième	2 724
Brésil <sup>1</sup>	Cinquième	2 639
France <sup>1</sup>	Cinquième	11 496
Allemagne <sup>1</sup>	Cinquième	18 390
Nigéria	Cinquième	3 500
Pakistan	Cinquième	667
Suisse <sup>1</sup>	Cinquième	1 768
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord <sup>1,2</sup>	Cinquième	21 341

<sup>1</sup> Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particuliers.

<sup>2</sup> Une partie de ce solde représente un billet à ordre non déposé au 31 décembre 2005.

**b) Sixième reconstitution des ressources**

On trouvera à l'appendice E un état détaillé des contributions à la sixième reconstitution. La sixième reconstitution a pris effet le 17 décembre 2003.

**c) Septième reconstitution des ressources**

On trouvera à l'appendice E un état détaillé des avances de contributions à la septième reconstitution.

**d) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)**

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et deuxième phases sont données à l'appendice E.

**Note 14: Provisions**

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre dont il s'agit sont déjà exigibles à la date du bilan.

Conformément aux principes énoncés à la note 2 a), le Fonds a constitué les provisions ci-après:

	Milliers de USD		Milliers de USD	
	2005	2004	2005	2004
Solde en début d'exercice	176 292	180 671		
Variation totale	<u>(6 933)</u>	<u>(4 379)</u>		
Solde en fin d'exercice	<u>169 359</u>	<u>176 292</u>		
Dont:				
Billets à ordre des contributeurs (a))	80 898	83 152		
Sommes à recevoir des contributeurs (b))	<u>88 461</u>	<u>93 140</u>		
Total	<u>169 359</u>	<u>176 292</u>		

**a) Provisions au titre des billets à ordre**

Au 31 décembre 2005, les contributions à toutes les reconstitutions jusques et y compris la cinquième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100%, et les contributions à la sixième reconstitution avaient été tirées à hauteur de 65% (100% jusqu'à la cinquième reconstitution et 30% de la sixième reconstitution au 31 décembre 2004).

Aux 31 décembre 2005 et 2004, toutes les contributions au PSA (première et deuxième phases) avaient été tirées en totalité.

Conformément aux principes énoncés dans la note 2 a), le Fonds a constitué au titre des billets à ordre les provisions indiquées ci-dessous:

	Milliers de USD	
	2005	2004
<b>FIDA</b>		
<b>i) Contributions initiales</b>		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	<u>13 717</u>	<u>13 717</u>
	43 075	43 075
<b>ii) Première reconstitution</b>		
Iraq	<u>31 099</u>	<u>31 099</u>
	31 099	31 099
<b>iii) Deuxième reconstitution</b>		
Mauritanie	2	2
Qatar	<u>-</u>	<u>2 254</u>
	2	2 256
<b>iv) Troisième reconstitution</b>		
Corée, R.P.D. de	600	600
Jamahiriya arabe libyenne	6 087	6 087
Mauritanie	<u>25</u>	<u>25</u>
	<u>6 712</u>	<u>6 712</u>
Total FIDA	<u>80 888</u>	<u>83 142</u>
<b>PSA</b>		
Première phase		
Mauritanie	<u>10</u>	<u>10</u>
Total PSA	<u>10</u>	<u>10</u>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b><u>80 898</u></b>	<b><u>83 152</u></b>

**b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contributeurs**

Conformément aux principes énoncés dans la note 2 a), le Fonds a constitué des provisions au titre de certains de ces montants, comme indiqué ci-dessous:

	Milliers de USD	
	2005	2004
<b>i) Contributions initiales</b>		
Comores	9	10
Iran (République islamique d')	<u>83 167</u>	<u>83 167</u>
	83 176	83 177
<b>ii) Deuxième reconstitution</b>		
Gabon	371	371
Iraq	<u>2 000</u>	<u>2 000</u>
	2 371	2 371
<b>iii) Troisième reconstitution</b>		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Qatar	-	1 000
Sao Tomé-et-Principe	<u>10</u>	<u>10</u>
	2 410	3 410
<b>iv) Quatrième reconstitution</b>		
Kenya	<u>504</u>	<u>821</u>
	504	821
<b>v) Cinquième reconstitution</b>		
Turquie	<u>-</u>	<u>3 361</u>
Total	<u>88 461</u>	<u>93 140</u>

**Note 15: Autres comptes débiteurs**

	Milliers de USD	
	2005	2004
Sommes à recevoir provenant de la vente des titres	87 983	40 176
Divers	<u>19 481</u>	<u>17 330</u>
Total	<u>107 464</u>	<u>57 507</u>

Les sommes ci-dessus devraient être reçues dans un an au plus tard à compter de la date du bilan.

**Note 16: Comptes créditeurs et passif**

	Milliers de USD	
	2005	2004
Sommes à payer pour achat de titres	(244 854)	(202 375)
Engagements au titre de l'AMACS	(27 919)	(15 900)
Autres comptes créditeurs et engagements cumulés	<u>(47 065)</u>	<u>(33 374)</u>
Total	<u>(319 838)</u>	<u>(251 649)</u>

Sur le total ci-dessus, la somme d'environ 58,0 millions de USD (42,9 millions de USD en 2004) devrait être à payer dans un an au plus tôt à compter de la date du bilan.

**Note 17: Recettes reportées**

	Milliers de USD	
	2005	2004
Contributions reportées	(62 493)	(35 750)
Recettes reportées	<u>(3 488)</u>	<u>(4 674)</u>
Total	<u>(65 981)</u>	<u>(40 424)</u>

Les soldes de contributions reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation comme recettes a été reportée à un exercice ultérieur pour imputation des coûts correspondants, conformément aux principes comptables exposés dans la note 2 a).

Les recettes reportées comprennent des sommes qui correspondent à des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

**Note 18: Contributions**

Les contributions que chaque membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la troisième reconstitution, les membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

**Note 19: Réserve générale**

La Réserve générale a été établie lorsque a été reconnue la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts, ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du produit du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

**Note 20: Imposition**

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies, et en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

**Note 21: Imprévus**

**a) Engagements conditionnels**

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/Fonds monétaire international en faveur de dix pays. Voir la note 11 b) pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de la dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice G.

**b) Éléments d'actif conditionnels**

En 2005, le FIDA a reçu du Gouvernement italien 1,2 million d'euros (soit l'équivalent de 1,5 million de USD) au titre du remboursement de prélèvements fiscaux déduits du produit des placements au cours des exercices antérieurs. Faute de certitude sur leur montant exact et sur la date de leur remboursement, les sommes correspondantes avaient été intégralement inscrites dans les comptes des exercices précédents comme éléments d'actif conditionnels. Ce montant, aujourd'hui intégralement remboursé, est comptabilisé sous la rubrique des frais financiers directs (banques et placements) (voir note 8).

**Note 22: Date d'autorisation de la publication des états financiers**

Les états financiers pourront être publiés après recommandation par le Comité d'audit à sa réunion d'avril 2006 et approbation par le Conseil d'administration à sa session d'avril 2006. Les états financiers de l'exercice 2005 seront soumis pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa session de février 2007. Les états financiers de l'exercice 2004 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa vingt-neuvième session, en février 2006.

*PricewaterhouseCoopers*

---

PricewaterhouseCoopers S.p.A

Fonds international de développement agricole  
Rome

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés (appendices A à H) du Fonds international de développement agricole (le Fonds) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction du Fonds. Notre responsabilité est d'émettre une opinion à leur sujet sur la base de notre vérification.

Notre vérification a été conduite selon les normes internationales de vérification comptable. Ces normes nous imposent de planifier et d'exécuter la vérification de manière à pouvoir raisonnablement assurer que les états financiers sont exempts d'inexactitudes matérielles. La vérification comprend l'examen, par sondage, des pièces justificatives des montants indiqués et des informations fournies dans les états financiers. Elle comprend aussi une évaluation des principes comptables appliqués et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers. Nous pensons que notre vérification nous permet de formuler une opinion avec un degré raisonnable de certitude.

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2005, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en accord avec les normes comptables internationales (IFRS).

Rome

The International Fund for Agricultural Development  
Rome

We have audited the accompanying consolidated Financial Statements (Appendices A through H) of the International Fund for Agricultural Development (the Fund) as at and for the year ended 31 December 2004. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the consolidated financial position of the International Fund for Agricultural Development at 31 December 2004 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Rome,



